

Groupe Crédit du Nord



**Actualisation
du Document
de Référence 2016**
(rapport financier semestriel
au 30 juin 2017 inclus)

Banque
Courtois 

Banque
Kolb 

Banque
Laydernier 

Banque
Nuger 

Banque
Rhône-Alpes 

Banque
Tarneaud 

Société
Marseillaise de Crédit 

Crédit
du Nord 

SOMMAIRE

1	Responsable du Document de Référence	4
2	Responsables du Contrôle des Comptes	5
3	Gouvernement d'entreprise	6
	1. Organes d'administration et de direction au 30 juin 2017	6
	2. Assemblée Générale du 19 mai 2017	7
	3. Comité des risques	8
4	Structure du Groupe	9
5	Etats financiers consolidés au 30 juin 2017	11
	1. Chiffres clés au 30 juin 2017	11
	2. Rapport de gestion	13
	3. Etats financiers consolidés	26
	Bilan consolidé	26
	Compte de résultat consolidé	28
	Etat du résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	29
	Evolution des capitaux propres	30
	Tableau des flux de trésorerie	32
	4. Notes annexes aux états financiers consolidés	33
	5. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle	61
6	Risques et adéquation des Fonds Propres	63
	1. Chiffres clés	64
	2. Gestion du capital et adéquation des fonds propres	66
	3. Les risques de marché	69
	4. Les risques opérationnels	70
	5. Le risque de liquidité	71
7	Tables de concordance	72
	1. Table de concordance de l'actualisation	72
	2. Table de concordance du rapport financier semestriel	75

1 Responsable du Document de Référence

1. Nom du responsable de l'actualisation du Document de Référence :

Philippe AYMERICH, Directeur Général du Crédit du Nord.

2. Attestation du responsable :

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du Document de Référence 2016 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité constitué par les sections de la présente actualisation listées dans la table de concordance à la section 7-2 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du Document de Référence 2016 et de son actualisation A-01.

Paris, le 28 août 2017

Le Directeur Général,
Philippe AYMERICH



2 Responsables du Contrôle des Comptes

ERNST & YOUNG et Autres

Représenté par Vincent ROTY

Adresse : 1/2, place des Saisons
92 400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

Date de nomination : 4 mai 2000

Date du dernier renouvellement du mandat :
11 mai 2012 pour 6 exercices

Expiration du mandat en cours :

à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Suppléant : Société PICARLE et Associés
Représenté par Marc CHARLES

DELOITTE & ASSOCIES

Représenté par José-Luis GARCIA

Adresse : 185, avenue Charles de Gaulle
92 200 Neuilly-sur-Seine

Date de nomination : 4 mai 2000

Date du dernier renouvellement du mandat :
11 mai 2012 pour 6 exercices

Expiration du mandat en cours :

à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Suppléant : Société BEAS
Représenté par Mireille BERTHELOT

3

Gouvernement d'entreprise

1. Organes d'administration et de direction au 30 juin 2017

Conseil d'Administration	Date 1 ^{re} nomination ⁽¹⁾	Echéance du mandat Assemblée Générale de mai ⁽⁴⁾
Président du Conseil d'Administration		
Bernardo SANCHEZ INCERA	31 octobre 2014	2018
Administrateurs		
Philippe AYMERICH ⁽²⁾	11 janvier 2012	2019
Sophie-Ségolène BENHAMOU	28 mai 2014	2018
Véronique CHAUFFERT-YVART	19 mai 2016	2020
Thierry DIGOUTTE ⁽³⁾	26 juillet 2013	2018
Bruno FLICHY	28 avril 1997	2019
Mehdi MADJI ⁽³⁾	13 novembre 2015	2018
Anne MARION-BOUCHACOURT	16 mai 2013	2021
Thierry MULLIEZ	6 mai 2011	2019
Anne PERRIN	19 mai 2016	2020
Annie PRIGENT ⁽³⁾	4 décembre 2012	2018
Jean-François SAMMARCELLI	1 ^{er} janvier 2010	2021
Bernardo SANCHEZ INCERA	28 mai 2014 (Administrateur)	2018
Patrick SUET	3 mai 2001	2019

⁽¹⁾ Durée d'un mandat : 4 ans (à l'exception des administrateurs représentant les salariés dont le mandat est de 3 ans).

⁽²⁾ Directeur Général.

⁽³⁾ Administrateur salarié.

⁽⁴⁾ À l'exception des administrateurs représentant les salariés qui sont élus

Le Conseil d'Administration s'est réuni deux fois sur le 1^{er} semestre 2017 pour étudier l'évolution du Conseil d'Administration, examiner le budget, les comptes annuels et semestriels, analyser et décider des choix importants en matière de stratégie commerciale, de politique de risque, d'organisation et d'investissement.

Le Conseil d'Administration du Crédit du Nord, réuni le 27 juillet 2017, a examiné les comptes semestriels consolidés résumés.

L'Assemblée Générale a eu lieu le 19 mai 2017.

Comité Exécutif

Philippe AYMERICH, Directeur Général,

Philippe AMESTOY, Directeur Général Délégué jusqu'au 1^{er} juin 2017

Françoise MERCADAL DELASALLES, Directeur Général Délégué à partir du 1^{er} juin 2017

Yves BLAVET, Directeur des Ressources,

Philippe CALMELS, Directeur des Ressources Humaines,

Bruno DESCHAMP, Président du Directoire de la Société Marseillaise de Crédit,

Jean DUMONT, Directeur des régions Nord Métropole et Province du Nord,

Stéphane LABAT SAINT VINCENT, Secrétaire Général,

Clara LEVY-BAROUCHE, Directeur Financier,

François ORAIN, Directeur de la Région Ile-de-France et Loiret,

Pierre SOUVRAS, Directeur des Risques,

Eric l'HOTE, Directeur de la Communication, participe, ès qualité, aux réunions du Comité Exécutif.

2. Assemblée Générale du 19 mai 2017

Les actionnaires du Crédit du Nord, société anonyme au capital de 890 263 248 euros, divisé en 111 282 906 actions de huit euros chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire le 19 mai 2017 au Siège Central à Paris 8^{ème}, 59 Boulevard Haussmann.

Tous les actionnaires, sauf un, étaient présents ou représentés, totalisant ainsi 111 282 896 actions. Le quorum légalement exigé pour une Assemblée Générale Ordinaire étant réuni, l'Assemblée, régulièrement constituée, a pu se tenir.

Toutes les résolutions proposées par le Conseil d'Administration ont été adoptées :

- les comptes consolidés et individuels 2016 ont été approuvés ;
- les mandats de Mme Anne MARION-BOUCHACOURT et de M. Jean-François SAMMARCELLI ont été renouvelés pour une durée de quatre ans.

Résolutions soumises au vote :

9 résolutions de la compétence d'une Assemblée Générale Ordinaire

- 1- Approbation des comptes consolidés,
- 2- Approbation des comptes individuels et quitus aux Administrateurs,
- 3- Affectation du résultat,
- 4- Approbation des conventions réglementées visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce,
- 5- Avis consultatif sur la rémunération versée en 2016 aux personnes visées à l'article L. 511-71 du Code Monétaire et Financier,
- 6- Approbation de la politique de rémunération du Directeur Général et du Directeur Général Délégué
- 7 et 8- Renouvellement du mandat de deux administrateurs,
- 9- Pouvoirs.

3. Comité des risques

Depuis le 28 juillet 2016, le Comité des Risques du Crédit du Nord est composé de quatre membres dont deux membres indépendants* :

- Monsieur Patrick SUET, son Président,
- Madame Sophie-Ségolène BENHAMOU*,
- Madame Véronique CHAUFFERT-YVART*, et
- Monsieur Jean-François SAMMARCELLI.

Le Comité des Risques se réunit généralement deux fois par an, une fois chaque semestre.

Sur le premier semestre 2017, il s'est toutefois réuni deux fois : le 28 février et le 24 mars.

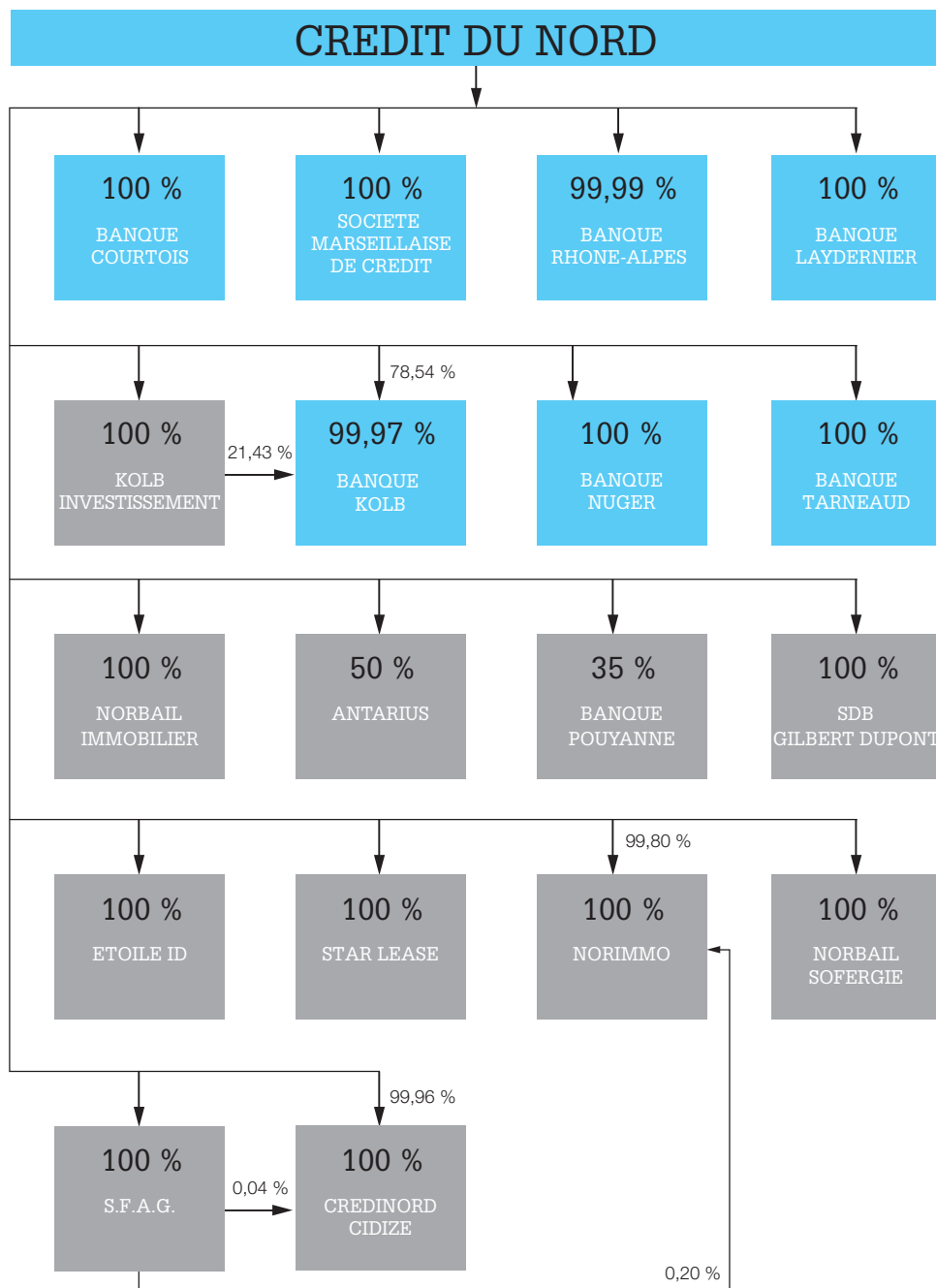
- Le 28 février 2017, les trois sujets suivants ont été présentés :
 - Appétit pour le risque qui repose sur deux volets essentiels :
 - le **Risk Appetite Framework (RAF)** qui décrit la gouvernance du Groupe en matière de prise et gestion des risques, et
 - le **Risk Appetite Statement (RAS)** qui présente la cartographie des risques auxquels le Groupe est exposé et la politique Risques mise en œuvre.
 - Présentation de l'ICAAP (Internal Capital Adequacy Assessment)
 - Présentation de l'ILAAP (Internal Liquidity Adequacy Assessment)
- Lors de sa séance du 24 mars 2017, quatre sujets, mis à l'ordre du jour, ont été examinés et débattus en réunion :
 - Point sur les risques de contrepartie, opérationnels et suivi des limites
 - Dispositif de lutte contre la cybercriminalité
 - Exécution du plan d'audit 2017 avec focus sur missions avec réserves ou insuffisantes - Suivi des préconisations
 - Rapport annuel sur le contrôle interne et Rapport annuel à l'AMF

La prochaine réunion du Comité est prévue le 28 septembre 2017.

4

Structure du Groupe

Le schéma ci-dessous présente les liens entre les principales entités du Groupe Crédit du Nord. Les participations directes y sont mentionnées ainsi que le pourcentage de contrôle du Groupe sur l'entité concernée.



5

Etats financiers consolidés au 30 juin 2017

1. Chiffres clés au 30 juin 2017

Groupe : données consolidées

Bilan

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2017 IAS/IFRS	31/12/2016 IAS/IFRS	Variation % 2017/2016 IAS/IFRS
Dépôts clientèle	43 653,5	41 489,8	+5,2
Crédits clientèle	40 830,2	39 328,5	+3,8
Capitaux propres (yc résultat en formation)	3 142,2	3 098,2	+1,4
Encours créances douteuses (montant brut)	2 737,0	2 774,9	-1,4
Dépréciations sur créances individualisées	-1 414,2	-1 435,7	-1,5
TOTAL DU BILAN	67 199,7	62 928,9	+6,8
ACTIFS GERES (hors-bilan)	28 051,2	27 146,7	+3,3

Résultats

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2017	30/06/2016	Variation % 2017/2016
Produit Net Bancaire	1 001,4	1 098,7	-8,9
Résultat Brut d'Exploitation	365,2	492,6	-25,9
Résultat courant avant impôt	335,4	446,1	-24,8
Bénéfice net (part du Groupe)	222,6	327,8	-32,1

Ratios

(en %)	30/06/2017	31/12/2016
Coût du risque / Encours de crédits	0,20 %	0,31 %
Common Equity Tier 1 - CET 1 non phasé / Full Bâle 3	10,9 %	10,8 %
Total Capital - Full Bâle 3	12,6 %	13,1 %

Notations

		30/06/2017	31/12/2016
Standard and Poor's	CT	A - 1	A - 1
	LT	A	A
Fitch	CT	F1	F1
	LT	A	A
	Intrinsèque ⁽¹⁾	bbb+	bbb+

(1) La notation intrinsèque est celle du Groupe Crédit du Nord considéré en tant que tel par l'agence de notation, i.e. sans prendre en compte son appartenance au Groupe Société Générale.

2. Rapport de gestion

1^{er} semestre 2017

Une conjoncture économique plus favorable

L'activité mondiale a été solide sur le premier semestre 2017 avec une conjoncture favorable (taux d'intérêt bas, optimisme des investisseurs et prix du pétrole) mais avec des éléments de fragilité qui demeurent (aléas politiques, sortie des politiques monétaires non conventionnelles...).

En zone euro, la Banque Centrale Européenne poursuit son programme d'achat d'actifs, entraînant une progression significative de son bilan. L'offre de prêts à long terme proposée par la BCE aux banques européennes (TLTRO 2) a enregistré un fort dynamisme sur le premier semestre 2017. Les crédits bancaires aux ménages et aux entreprises ont continué de progresser avec des conditions de refinancement toujours favorables.

Les marchés actions de la zone euro ont également « surperformé » en raison de la réduction du risque politique et de nouvelles économiques plus positives attestant de la solidité du rebond de la croissance. La forte réduction du risque politique en zone euro a permis à l'euro de remonter de près de 11 % face au dollar (USD).

Aux Etats-Unis, l'activité économique a connu un démarrage difficile puis s'est redressée grâce à une hausse des dépenses de consommation. La croissance des salaires a ralenti, parallèlement à la fin de la baisse des prix de l'énergie et des taux d'intérêts. L'investissement des entreprises est cependant resté solide, dynamisé par la perspective d'une reprise du secteur de l'énergie en 2017. Ainsi, la croissance soutenue et une légère inflation devraient conforter le cycle de resserrement prévu par la Fed depuis fin 2016.

Les pays émergents ont connu un ralentissement d'activité lié au recul du commerce international. La Chine a confirmé le resserrement de sa politique monétaire en faveur d'une diminution des déséquilibres internes. Les pays producteurs de matières premières tels que le Brésil et la Russie ont bénéficié à la fois de la reprise graduelle du secteur de l'énergie et de conditions financières favorables sur les marchés des capitaux.

Au final, l'optimisme des investisseurs et le niveau favorable des prix du pétrole ont permis de contenir les signes d'affaiblissement économique au niveau mondial. La BCE, confiante sur la reprise de la croissance, devrait annoncer une diminution du rythme des achats d'actifs sur le second semestre. Les risques liés au ralentissement de l'activité chinoise ou encore au resserrement de la politique monétaire américaine pourraient toutefois fragiliser les indicateurs économiques du second semestre 2017.

En France, suite à l'échéance électorale, la croissance du premier semestre s'est révélée plus favorable que prévue. L'activité a bénéficié à la fois de l'investissement des ménages, principalement en achat de logements neufs, et des entreprises suite à l'approche de l'échéance du dispositif de sur-amortissement fiscal (avril 2017).

Malgré la poursuite d'un contexte de taux bas, le Groupe Crédit du Nord affiche des résultats commerciaux toniques et des résultats financiers résilients

Le Groupe Crédit du Nord affiche des résultats en retrait à fin juin 2017, en raison notamment de l'effet de base défavorable sur le premier semestre 2016 lié à la plus-value exceptionnelle réalisée sur l'apport de ses titres VISA Europe dans le cadre de l'offre de VISA Inc. (110,4 M€). Le PNB consolidé est ainsi en baisse de -8,9 % à 1 001,4 M€ au 30 juin 2017. Les frais généraux sont en hausse de +5,0 % dans un contexte de transformation à -636,2 M€ respectant la trajectoire budgétaire. Le coût du risque ressort pour sa part en forte baisse à -47,5 M€, confirmant la tendance favorable du profil de risque du Groupe. Le résultat d'exploitation apparaît donc en retrait de -26,2 % à 317,7 M€. Avec la baisse du PNB et l'augmentation des frais généraux, le résultat net part du Groupe consolidé ressort à 222,6 M€ en baisse de -32,1 %.

Le ROE du Groupe Crédit du Nord s'élève à 14,6 % pour un ratio *Common Equity Tier 1* (non phasé / full Bâle 3) de 10,9 % au 30 juin 2017.

Après retraitements de la plus-value sur l'opération VISA réalisée au premier semestre 2016, de la provision sur les encours PEL/CEL, et des éléments non économiques (ajustement de valorisation liée au risque de contrepartie sur les instruments financiers dérivés (CVA/DVA) et au coût de financement des instruments financiers dérivés non collatéralisés (FVA), réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre), le PNB du Groupe s'inscrit en retrait de -2,0 % au 30 juin 2017.

La marge nette d'intérêts retraitée des éléments ci-dessus s'inscrit en repli de -6,8 % malgré la très bonne dynamique sur les productions de crédits immobiliers et de crédits d'équipement. La marge d'intérêts reste, en effet, pénalisée par les effets négatifs de l'environnement de taux bas, la poursuite des renégociations de crédits immobiliers et la forte collecte de dépôts.

Les commissions nettes sont en croissance de +4,6 % soutenues par la progression des commissions de services (+2,4 %) qui s'explique par le développement toujours soutenu des fonds de commerce, par l'amélioration des taux d'équipement et le développement de la bancassurance. Dans un contexte de marché plus favorable, les commissions financières s'affichent en forte hausse (+11,7 %) avec les bons résultats réalisés sur l'épargne financière et les relais de croissance du Groupe.

2017 : confirmation d'une année réussie sur les relais de croissance

La **collecte d'assurance vie** ralentit après deux années particulièrement dynamiques. Elle s'oriente plus fortement vers des placements en Unités de Comptes, plus favorables en termes de rendement dans un contexte de taux bas. Malgré un certain attentisme électoral au printemps 2017, la souscription brute de SICAV-FCP affiche une progression significative de +64 % vs juin 2016.

Concernant l'**Epargne financière**, les équipes de la filière patrimoniale sont restées particulièrement à l'écoute de leurs clients pour les accompagner sur ce premier semestre marqué par un contexte de marché actif et des échéances électorales sensibles (revue des portefeuilles, propositions d'arbitrages, opportunités de nouveaux versements). Par ailleurs, le déploiement de la Gestion

Initiale s'accélère pour atteindre près de 14 000 contrats actifs deux ans après son lancement. Cette option permet à nos clients Premium de bénéficier d'un pilotage de leurs avoirs selon leur profil d'investissement.

Le Crédit du Nord a franchi une nouvelle étape dans son rôle de **Banquier-Assureur** en complétant sa gamme fin 2016 avec l'assurance Multi Risques Automobile. L'appropriation de ce nouveau service par nos conseillers a permis de commercialiser 11 400 contrats depuis le début de l'année, tout en consolidant le déploiement de la Multi Risques Habitation lancée en 2014 (plus de 18 650 contrats commercialisés au 1^{er} semestre).

L'**activité de la Banque Privée** a été dynamique sur le premier semestre 2017 avec de très bonnes performances :

- près de 3 660 foyers suivis à fin juin 2017 soit une progression de +9 % sur un an et une collecte nette de 340 M€ au 1^{er} semestre ;
- un PNB de 30,6 M€ en progression de +25 % par rapport au premier semestre 2016, et multiplié par 2 en trois ans.

L'**activité de Change et Taux** affiche de très bons résultats avec une progression de +8,7 %, portés par la très bonne dynamique observée sur les options de change (+9,6 %).

Le Crédit du Nord accélère ses projets de transformation digitale et de dématérialisation visant à améliorer son efficacité commerciale et la satisfaction de ses clients

Les principales réalisations sur le premier semestre 2017 sont les suivantes :

- **le renforcement permanent de sécurisation des opérations** réalisées par nos clients avec le déploiement de la solution VP@ss d'authentification forte auprès des clients Entreprises et Professionnels qui sera étendue aux Particuliers au cours du second semestre. L'accord obtenu en mai 2017 par les banques du Groupe Crédit du Nord auprès de la CNIL pour tester l'authentification par reconnaissance vocale récompense l'investissement régulier dans les dernières technologies notamment en matière de sécurité et de lutte contre la fraude ;

- L'élargissement des services multibanque en une plateforme de services bancaires et non bancaires** : première banque de détail en France à proposer l'agrégation de compte multibanque dès novembre 2016, le Groupe Crédit du Nord enrichit cette offre avec la Gestion de Budget. Accessible sur tous les devices et OS, elle permettra à nos clients dès septembre 2017 de gérer leur budget et de disposer d'une vision prévisionnelle de leurs comptes dans l'ensemble de leurs établissements bancaires. Parallèlement, fidèle à sa tradition de partenariats, le Groupe a conclu différents accords pour proposer des solutions personnalisées à ses clients, avec notamment Gérerseul.com, Oxatis et Payzen. Ces différents services viennent compléter l'offre Norplus proposant des réductions dans plus de 800 enseignes partenaires assorties d'offres de cash-back. Cette plateforme de service sera progressivement enrichie au deuxième semestre 2017 avec un coffre fort permettant d'historiser e-factures et e-relevés ainsi que d'offres privilégiées en optimisation de dépenses, en partenariat avec différents acteurs de la fintech ou de l'économie traditionnelle.
- le modèle Phygital** : au service de la relation client, ce modèle s'appuie sur une offre omnicanale afin de multiplier les points de contacts avec nos clients, en réponse à leurs besoins de mobilité. Equipés depuis 2015 d'une tablette riche en contenu, nos conseillers peuvent grâce à la signature électronique ouvrir des comptes en nomadisme et réaliser tout type de transactions bancaires, sur tablette ou par mail et disposent de solution de web conférence. Depuis 2017, l'aménagement des agences est repensé pour recevoir les clients dans une « Agence 2.0 » tandis que les services en ligne sont complétés pour faciliter le suivi des demandes en cours et des contrats signés, directement depuis les sites web et applications de la banque. La recherche du zéro-papier se poursuit avec la dématérialisation des avis financiers. Et les banques du groupe offriront d'ici la fin de l'année 2017 la possibilité à leurs clients de mettre à jour leur dossier personnel directement en ligne.
- l'intégration du big data et de l'intelligence artificielle** pour améliorer la connaissance des besoins de ses clients et venir en appui aux conseillers clientèle : le Groupe Crédit du Nord poursuit le déploiement de

solutions utilisant l'intelligence artificielle au sein des parcours clients. Le déploiement de ces nouvelles technologies vient en support de notre animation commerciale en permettant d'adresser avec pertinence aux clients et aux conseillers des informations ciblées.

Activité commerciale

L'analyse de l'activité commerciale du réseau du Groupe Crédit du Nord couvre le périmètre des banques du Groupe, c'est-à-dire le Crédit du Nord et ses filiales bancaires.

Les indicateurs présentés sont relatifs à l'activité en euros, qui représente la quasi-totalité des activités du Groupe. Les encours repris comme les évolutions touchant aux fonds de commerce comparent des chiffres de fin de période.

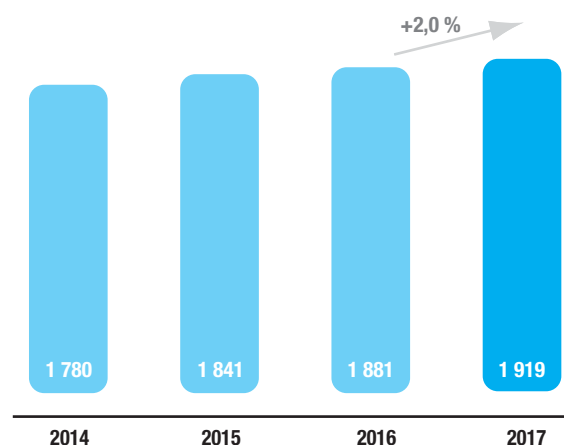
Le fonds de commerce Particuliers poursuit sa progression (+2 %)

La conquête reste dynamique sur le marché du Particulier, avec 65 330 entrées en relation au 1^{er} semestre et un fonds de commerce qui dépasse désormais 1,9 million de clients Particuliers actifs.

Fonds de commerce de Particuliers

(au 30 juin)

Nombre de clients (en milliers)



La banque s'appuie sur sa base de clientèle Professionnelle et Entreprise pour développer ses relations avec les dirigeants de sociétés et proposer des offres partenaires pour leurs salariés.

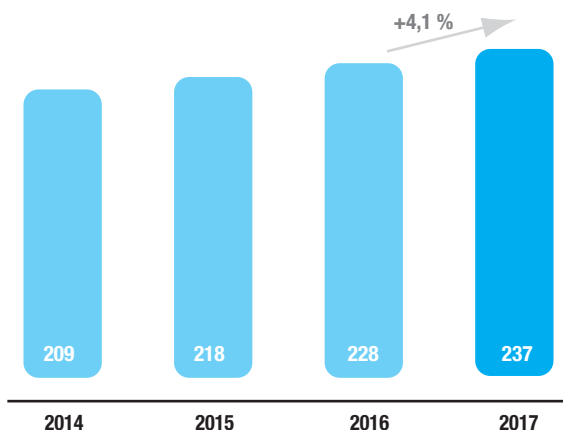
Maintien d'une forte dynamique sur le marché du Professionnel (+4,1 %)

Le développement de notre fonds de commerce Professionnels reste soutenu par la dynamique d'entrées en relation, avec près de 11 720 nouveaux clients professionnels au 1^{er} semestre, soit +3,5 % hors Relations Privées Seules. Une attention particulière est portée sur la qualité de la conquête, avec un accent mis sur les sociétés créées depuis plus de 2 ans et une conquête accrue sur le segment des Professions Libérales (24 % des entrées en relation). Pour ce segment de clientèle spécifique, la Banque a mis en place un dispositif dédié avec des conseillers spécialisés ainsi que différents partenariats.

Fonds de commerce de Professionnels

(au 30 juin)

Nombre de clients (en milliers)



Le dispositif de proximité du Crédit du Nord avec ses clients se traduit par la présence d'un conseiller dédié ainsi qu'une volonté affichée de gérer tant la partie commerciale que la partie privée du client Professionnel ou Entreprise. Ce sont ainsi plus de 46 % de nos clients Professionnels que nous suivons en double-relation.

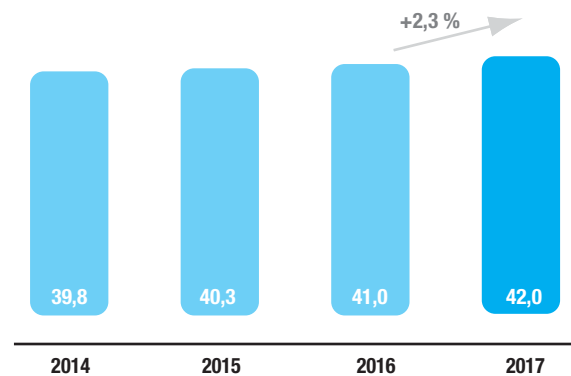
Le développement de notre clientèle Entreprises se poursuit (+2,3 %)

Le fonds de commerce actif des **Entreprises** est en hausse de +2,3 %. Le Crédit du Nord suit en relation principale plus du tiers de ses clients Entreprises.

Fonds de commerce d'Entreprises

(au 30 juin)

Nombre de sociétés (en milliers)



L'offre de produits et services a continué de s'enrichir au cours du 1^{er} semestre

En partenariat avec ALD, le Groupe Crédit du Nord propose désormais la **location longue durée** de véhicules à ses clients particuliers et professionnels. Cette offre s'assortit en outre de nombreux services et assurances complémentaires.

- sur le **marché des Particuliers**, une offre intermédiaire entre les cartes Visa Premier et Visa Infinite est venue compléter la gamme : la carte **Visa Platinum**, qui offre des plafonds de retrait et paiement supérieurs à ceux de la carte Visa Premier ainsi que des garanties plus étendues en matière d'assurances et d'assistance. Un **nouveau partenariat extra-bancaire a été lancé avec Gérerseul.com**. Il est destiné à nos clients Premium et permet d'accéder à une solution simple de gestion locative par internet pour un tarif très compétitif ;
- sur le **marché des Professionnels**, l'Assurance Multi Risques des Pros a été lancée mi-juin. Elle protège les locaux professionnels et couvre également la Responsabilité civile. Proposée en option, la Télésurveillance des Pros permet de bénéficier d'une protection en cas d'intrusion ou d'agression dans son local professionnel ;

- sur le **marché des Entreprises**, le dispositif d'identification forte VP@ss a été déployé pour la validation d'opérations sensibles. Par ailleurs, des partenariats ont été conclus avec des Fintechs pour permettre :
 - la création/refonte/gestion en ligne de sites E-commerce avec la société **Oxatis**,
 - de nouvelles solutions d'intégration du paiement en ligne sur le site internet du client, avec **Lyra Network** et **Hipay**.

Le Groupe Crédit du Nord est de longue date attaché à la satisfaction de ses clients, mesurée par un baromètre annuel

Les résultats du baromètre concurrentiel 2017 réalisé par le cabinet CSA⁽¹⁾ auprès des clients des principales banques françaises placent le groupe premier ex-æquo sur le marché des clients Particuliers et sur celui des clients Entreprises. Il est en deuxième position sur le marché des Professionnels.

La qualité du relationnel avec les conseillers et le personnel des agences sont particulièrement mis en avant dans le cadre de ce baromètre.

L'épargne bilancielle s'affiche en progression toujours marquée

Portée par les dépôts à vue qui progressent de +21,3 %, la collecte des dépôts reste soutenue avec un encours qui ressort à 43,1 Mds€, en hausse de +7,7 % par rapport à fin juin 2016. Ces chiffres s'inscrivent sur une tendance en forte augmentation depuis 2014. Après une hausse continue jusqu'en avril, les mois de mai et juin semblent constituer un palier.

Sur un an, les encours de dépôts à vue ont progressé de +13,8 % sur le marché des Particuliers tandis que sur les marchés Professionnels et Entreprises, cette croissance ressort à +26,4 %.

Au total, la collecte de dépôts bilanciels s'élève à +3,1 Mds€ sur un an. Ces flux reflètent toujours un excédent de trésorerie important de nos clients

Entreprises, qui s'appuient par ailleurs sur des crédits à taux bas pour financer leurs investissements.

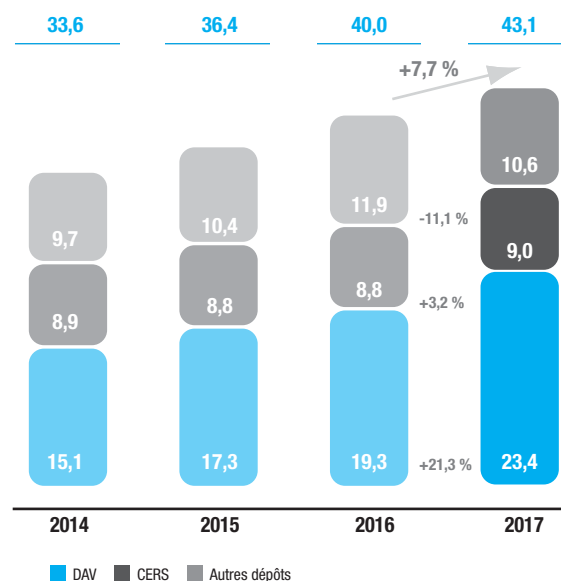
Les encours d'épargne à régime spécial ressortent en progression de +3,2 % à 9,0 Mds€ à fin juin. Les avoirs sur Livret A (+11 %) progressent plus vite que ceux des CSL Particuliers (+0,8 %) tandis que les LDD sont en légère baisse (-0,2 %). La collecte sur le Plan d'Epargne Logement demeure en progression de +2,1 % sur an, là où les encours de Compte Epargne Logement sont en retrait de -3,7 %.

Les dépôts à terme sont en net recul à -11 % par rapport à juin 2016 compte tenu des moindres rendements proposés, notamment sur les Comptes à Terme dont l'encours chute de -5,6 % et sur les encours de certificats de dépôts et BMTN qui baissent de -28 %. Seul l'encours du compte sur livret dédié aux Institutionnels s'affiche en hausse de +1 %.

Encours de dépôts bilanciels

(au 30 juin)

(en milliards d'euros)



(1) Baromètre concurrentiel de mesure de la satisfaction client réalisés par l'institut CSA auprès d'un échantillon représentatif de 1500 clients Crédit du Nord sur un panel de clients Particuliers, Professionnels et Entreprises des onze principales banques françaises.

Une production très dynamique de SICAV-FCP sur le 1^{er} semestre 2017

L'encours d'assurance vie enregistre une évolution modérée de +3,8 % par rapport à juin 2016 pour atteindre 20 Mds€.

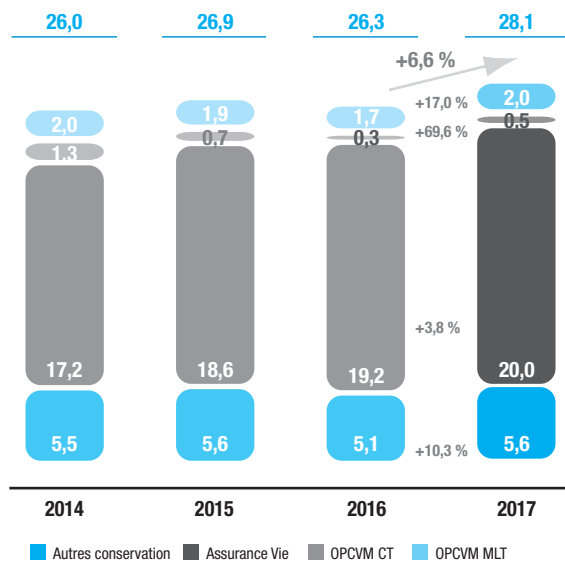
Le redressement des encours de SICAV-FCP à moyen et long terme opéré en 2016 se confirme nettement au premier semestre et atteint les 2,0 Mds€, en progression de +17 %. L'encours de SICAV-FCP court terme poursuit sa progression (+70 % par rapport à juin 2016) dans des volumes toutefois plus contenus à 0,5 Md€.

Au total, l'encours d'épargne gérée (bilan et hors bilan) progresse de +7,2 %.

Encours d'épargne hors bilan

(au 30 juin)

(en milliards d'euros)



La production de crédits immobiliers atteint un nouveau record

La production atteint des niveaux exceptionnels, à 3,7 Mds€ en progression de +72 % par rapport à juin 2016. Ce volume de production s'explique par un niveau de rachat auprès des concurrents toujours très soutenu mais également par le dynamisme du marché immobilier.

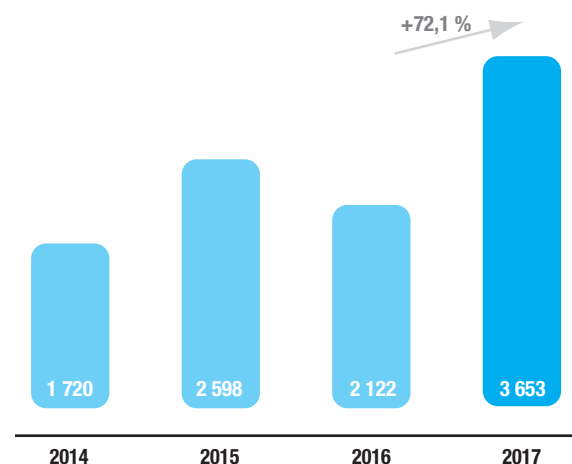
L'encours de crédits immobiliers affiche ainsi une progression marquée de +6,8 % sur un an pour s'établir à 21,7 Mds€ à fin juin.

Le premier semestre a été marqué par un niveau de renégociations très significatif mais qui montre une inflexion sur le deuxième trimestre. Les volumes renégociés depuis le début de l'année ont ainsi atteint 2,2 Mds€ contre 2,6 Mds€ en année pleine sur 2016.

Production de crédits à l'habitat

(au 30 juin)

(en millions d'euros)



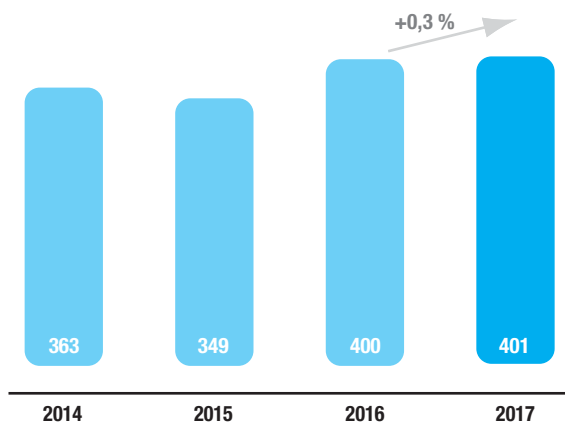
Les crédits à la consommation atteignent des objectifs de production ambitieux après une année 2016 dynamique

L'ensemble des conseillers du groupe veillent à accompagner les projets de leurs clients tout en s'assurant de leur situation financière. A fin juin, les encours de crédits à la consommation s'affichent en progression.

Production de prêts personnels

(au 30 juin)

(en millions d'euros)

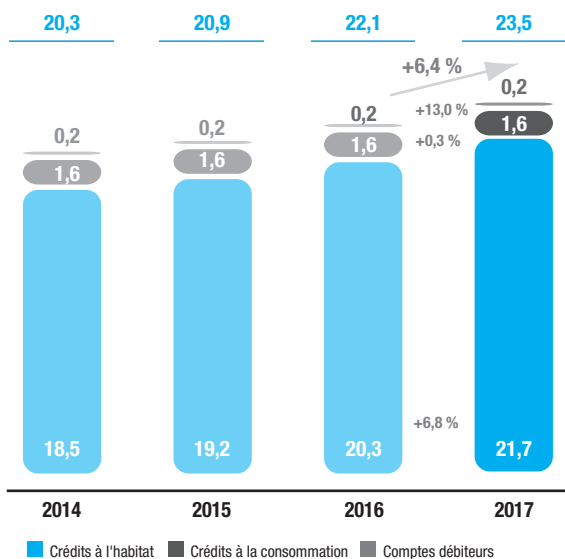


L'encours global des crédits aux Particuliers s'élève à 23,5 Mds€, en progression de +6,4 % sur 1 an.

Encours de crédits aux Particuliers

(au 30 juin)

(en milliards d'euros)



De par ses relations historiques avec la clientèle de PME françaises, le Crédit du Nord participe activement au financement de l'économie

A la faveur de l'offre TLTRO encore disponible au premier semestre 2017, la production de crédits d'équipements moyen-long terme enregistre un nouveau pic à 1,9 Mds€, en hausse de +34 % par rapport à juin 2016.

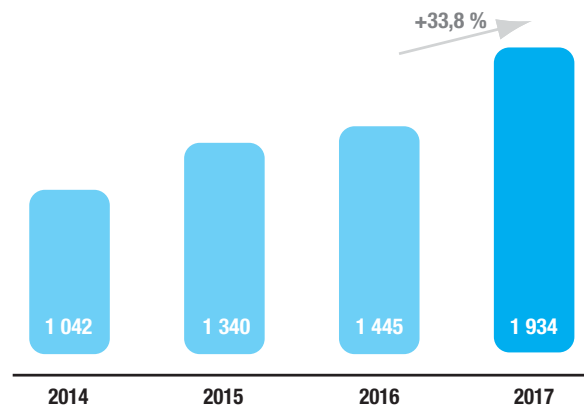
Les encours de crédits d'équipements dépassent ainsi le seuil des 10 Mds€ à fin juin et affichent une progression marquée de +6,2 %.

Le volume global des concours à l'économie s'élève à 12,9 Mds€ à fin juin, en augmentation de +4,2 % par rapport à juin 2016.

Production de crédits d'équipement

(au 30 juin)

(en millions d'euros)

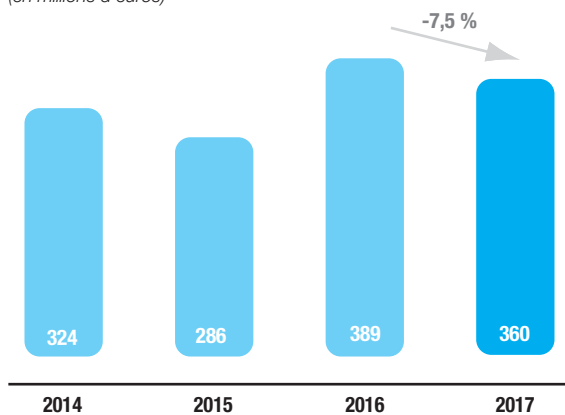


Après une année 2016 exceptionnelle en crédit bail sur les marchés des Professionnels et des Entreprises, la production s'affiche en recul de -7,5 % par rapport à juin 2016. L'encours poursuit toutefois une progression de +3,7 %.

Production de crédit-bail mobilier

(au 30 juin)

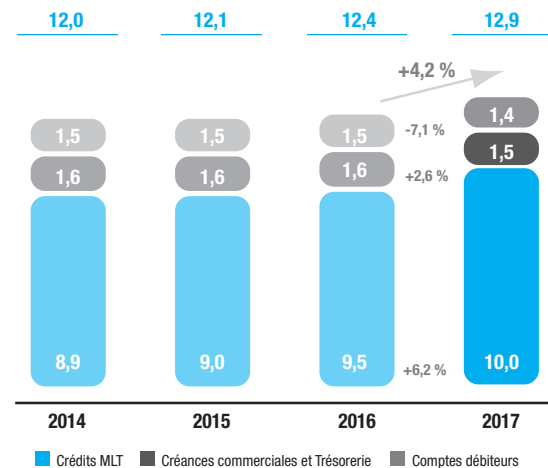
(en millions d'euros)



Encours de crédits aux Entreprises

(au 30 juin)

(en milliards d'euros)



Evolutions financières

Les éléments financiers ci-après présentent les données financières consolidées du Groupe Crédit du Nord conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards).

(en millions d'euros)

(y compris variation de la provision PEL/CEL)

	30/06/2017	30/06/2016	Variation % 2017/2016
Intérêts nets et revenus divers	563,0	679,6	-17,2
Commissions nettes	438,4	419,1	+4,6
PNB	1 001,4	1 098,7	-8,9

Afin de présenter une approche économique de la performance financière, les éléments suivants sont retraités dans l'analyse des résultats du Groupe :

- la plus-value 2016 réalisée sur l'apport des titres VISA Europe dans le cadre de l'offre de VISA Inc. (+110,4 M€ avant impôts) ;
- les engagements futurs attachés aux produits d'épargne logement (+0,6 M€ en 2017 avant impôts) ;
- la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre (+4,0 M€ en 2017) ;
- l'ajustement de valorisation (+27,3 M€ en 2017) lié au risque de contrepartie sur les instruments financiers dérivés (CVA / DVA) et au coût de financement des instruments financiers dérivés non collatéralisés (FVA).

Après retraitement de ces éléments, le PNB du Groupe s'inscrit en repli de -2,0 %.

La marge nette d'intérêts également retraitée de ces éléments s'inscrit en repli de -6,8 % malgré une progression tonique de crédits et une forte collecte bilancielle. La marge d'intérêts pâtit des effets négatifs de l'environnement de taux bas et des effets conjoncturels induits (remboursements anticipés et renégociations) sur la marge sur crédits immobiliers.

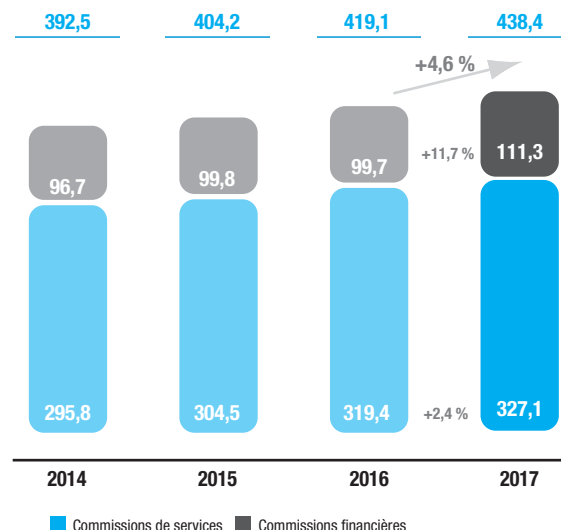
Les commissions nettes consolidées sont en progression de +4,6 %, portées par la bonne tenue des commissions de services qui s'inscrivent en hausse de +2,4 %. Cette évolution est tirée par la conquête dynamique observée en 2016, l'effort marqué d'équipement de notre clientèle privée et le développement de la bancassurance.

Les commissions financières sont en hausse de +11,7 % grâce à un contexte de marché plus favorable que l'année 2016 et au dynamisme de l'épargne financière.

Commissions nettes

(au 30 juin)

Périmètre Groupe consolidé (en millions d'euros)



Les frais généraux

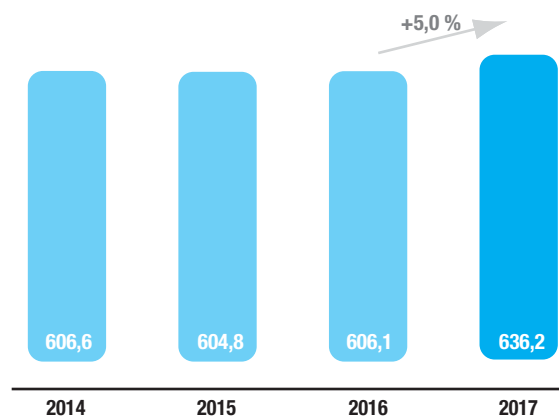
(en millions d'euros)	30/06/2017	30/06/2016	Variation % 2017/2016
Charges de personnel	-351,4	-341,3	+3,0
Impôts et taxes	-33,0	-28,9	+14,2
Autres charges de fonctionnement	-219,3	-201,9	+8,6
Amortissements	-32,5	-33,9	-4,1
TOTAL FRAIS GENERAUX	-636,2	-606,1	+5,0

Les frais généraux sont en hausse (+5,0 %) en 2017. Les charges de personnel augmentent de +3,0 % en raison d'un effet de base 2016 liée à des reprises de provisions sur passifs sociaux (+10,7 M€). Les impôts et taxes sont en hausse de 14,2 % en raison notamment de l'augmentation de la cotisation au Fonds de Résolution Unique et du supplément de la Contribution Sociale de Solidarité des Sociétés (C3S). Les autres charges de fonctionnement et amortissements affichent une progression de +6,8 % en raison du poids croissant des investissements informatiques liés à la transformation du Groupe et au renforcement des exigences réglementaires.

Charges d'exploitation

(au 30 juin)

Périmètre Groupe consolidé (en millions d'euros)



A fin juin 2017, le Groupe compte 7 696 collaborateurs en activité. Les effectifs s'inscrivent ainsi en légère diminution de -1,2 %.

	30/06/2017	30/06/2016	Variation % 2017/2016
Effectif en activité proraté Groupe	7 696	7 793	-1,2

Le résultat brut d'exploitation

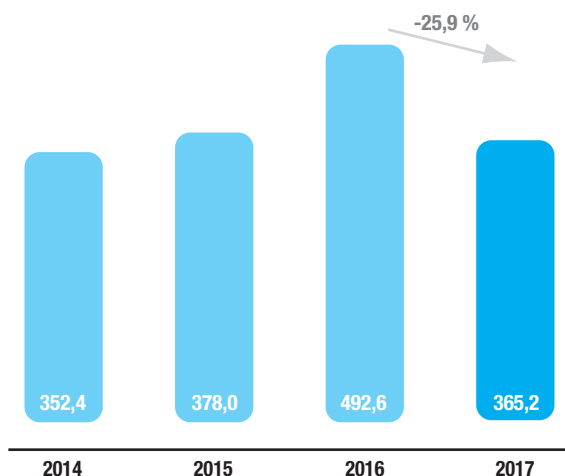
(en millions d'euros)	30/06/2017	30/06/2016	Variation % 2017/2016
PNB	1 001,4	1 098,7	-8,9
Frais généraux	-636,2	-606,1	+5,0
RBE	365,2	492,6	-25,9

Le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) comptable s'établit à 365,2 M€ et ressort en baisse de -25,9 % par rapport au 1^{er} semestre 2016. Retraité des éléments précités, le RBE s'inscrit alors en diminution de -13,0 %. Le coefficient d'exploitation comptable s'établit à 63,5 %. Retraité, il s'élève à 65,6 % contre 61,3 % en juin 2016, soit une hausse de +4,3 points.

Résultat brut d'exploitation

(au 30 juin)

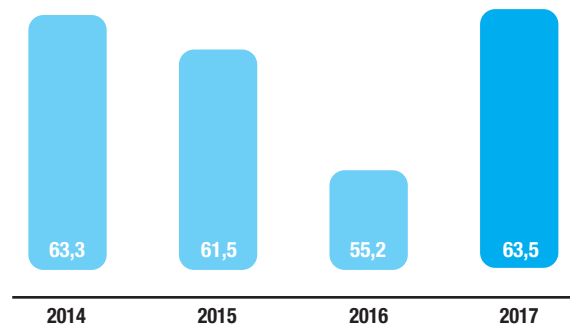
Périmètre Groupe consolidé (en millions d'euros)



Coefficient d'exploitation

(au 30 juin)

Périmètre Groupe consolidé (en %)



Le coût du risque ⁽¹⁾

	30/06/2017	30/06/2016	Variation % 2017/2016
Charge nette du risque	-47,5	-62,4	-23,9
Encours de crédits bruts ⁽¹⁾	46 698,8	42 210,5	10,6
Coût du risque sur encours ⁽¹⁾	0,20 %	0,28 %	-0,08 pt

La charge de risque consolidée du Groupe Crédit du Nord s'élève à -47,5 M€ à fin juin 2017 contre -62,4 M€ à fin juin 2016. Rapporté au total des crédits consentis par le Groupe, le taux de coût du risque est de 0,20 % soit un recul de 8 points de base par rapport au 1^{er} semestre 2016.

Sur le marché de l'entreprise, le premier semestre 2017 est particulièrement faible en charge de risque, en baisse de -35 % par rapport à celui du premier semestre 2016 qui était lui-même déjà à un niveau contenu. Le semestre n'a ainsi pas enregistré de mouvements significatifs de dotations de provisions tout en bénéficiant de reprises un peu plus conséquentes sur quelques dossiers.

Sur les marchés du particulier et du professionnel, la charge de risque comptable a doublé d'une année sur l'autre. Cependant retraité des enjeux des recalibrages des paramètres du modèle de provisionnement statistique, le coût du risque est légèrement à la baisse

reflétant des entrées en défaut maîtrisées sur les six premiers mois de 2017. Pour rappel, le recalibrage du premier semestre 2016 avait très favorablement diminué les taux de provisionnement et réduit la charge de risque sur ces marchés. Celui du premier semestre 2017 a eu un impact positif, reflet de la poursuite de l'amélioration des courbes de recouvrement, mais beaucoup plus limité.

En matière de provisionnement collectif, le premier semestre 2017 n'enregistre pas de mouvement important contrairement au premier semestre 2016 qui avait supporté l'entrée en base sensible de deux dossiers significatifs.

Le taux de provisionnement des encours douteux et contentieux net des sûretés affiche un léger retrait pour se situer à 74,0 %, le niveau d'encours en défaut étant par ailleurs globalement constant.

(en millions d'euros)	30/06/2017	30/06/2016	Variation % 2017/2016
Créances douteuses et contentieuses (montant brut)	2 737,0	2 738,4	-0,0
Dépréciations sur créances individualisées	-1 414,2	-1 426,7	-0,9
Taux d'encours douteux et contentieux bruts sur encours totaux bruts ⁽¹⁾	5,9 %	6,5 %	-0,63 pt
Taux d'encours douteux et contentieux nets sur encours totaux nets ⁽¹⁾	2,9 %	3,2 %	-0,30 pt
Taux de provisionnement des encours douteux et contentieux net des sûretés reçues sur encours douteux	74,0 %	75,8 %	1,80 pt

(1) Le coût du risque représente la charge nette de provisionnement sur l'activité bancaire (dotations diminuées des reprises aux comptes de provisions), ainsi que des pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions, minorées des récupérations sur créances amorties.

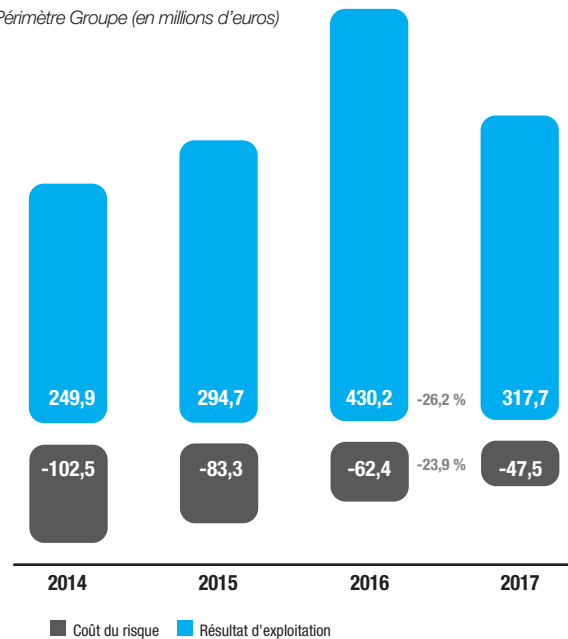
Le résultat d'exploitation

Après comptabilisation du coût du risque, le résultat d'exploitation du Groupe Crédit du Nord s'élève à 317,7 M€, en baisse de -26,2 % par rapport au 1^{er} semestre 2016. Retraité, le résultat d'exploitation ressort en baisse de -10,9 %.

Résultat d'exploitation

(au 30 juin)

Périmètre Groupe (en millions d'euros)



Le résultat courant avant IS

(en millions d'euros)	30/06/2017	30/06/2016	Variation % 2017/2016
RBE	365,2	492,6	-25,9
Coût du risque	-47,5	-62,4	-23,9
RESULTAT D'EXPLOITATION	317,7	430,2	-26,2
Résultat en équivalence	17,7	15,9	+11,3
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0,0	0,0	ns
RESULTAT COURANT AVANT IS	335,4	446,1	-24,8

Le résultat net

(en millions d'euros)	30/06/2017	30/06/2016	Variation % 2017/2016
RESULTAT COURANT AVANT IS	335,4	446,1	-24,8
Impôt sur les sociétés	-112,8	-118,3	-4,7
RESULTAT NET PART DU GROUPE	222,6	327,8	-32,1

A fin juin 2017, le résultat net part du Groupe s'affiche à 222,6 M€, en baisse de -32,1 % par rapport au à fin juin 2016. Cette baisse s'explique principalement par l'effet de base défavorable 2016 lié à la plus-value exceptionnelle

réalisée sur l'apport des titres VISA Europe dans le cadre de l'offre de VISA Inc (+110,4 M€)

Le résultat net part du Groupe retraité ressort en baisse de -10,2 %.

Perspectives d'avenir

L'amélioration de l'activité économique et le ralentissement des risques inflationnistes marquent l'espoir d'une reprise économique au niveau mondial à l'horizon 2018. Cet élan restera néanmoins soumis aux risques de récession grandissant au Royaume-Uni.

Dans ce contexte économique, le secteur bancaire est contraint de se transformer et de s'adapter aux nouveaux comportements de ses clients.

Le Groupe Crédit du Nord poursuit sa démarche d'adaptation avec une transformation en marche. Les actions, menées avec succès, se sont amplifiées et s'intensifient pour continuellement faire face aux nouveaux enjeux.

Afin de continuer à figurer en bonne place dans le nouveau paysage bancaire, le Groupe Crédit du Nord a ainsi réaffirmé des ambitions fortes au travers de 4 engagements :

- maintenir comme priorité la **satisfaction de ses clients** et la rythmique de contacts. Notre ambition est de rester sur le podium sur tous les Marchés en visant sur chacun d'eux l'excellence et l'exemplarité ;
- poursuivre **la dynamique de développement de sa clientèle et de ses revenus**, en priorisant les démarches qualitatives et la montée en expertise de nos conseillers. Comme les années passées, cet élan commercial s'appuiera sur l'activation permanente de ses relais de croissance (distribution de produits d'assurance prévoyance complémentaire, Banque Privée, Corporate Finance ...) ;
- maintenir **sa rentabilité** afin de pouvoir financer ses investissements et conserver la confiance de son actionnaire ;
- **accélérer le processus de transformation déjà bien engagé en 2016**. La feuille de route de transformation de notre réseau d'exploitation est déjà largement déployée (réorganisation de nos agences en éco-systèmes, mutualisation des ressources, différenciation dans l'approche des segments de clientèle). Notre action s'accélère désormais sur notre efficacité opérationnelle avec un chantier d'optimisation et de simplification de nos processus.

3. Etats financiers consolidés

Bilan consolidé

Actif

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2017	31/12/2016
Caisse et banques centrales		6 680,5	4 754,8
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1, 3.2 et 3.4	79,3	128,6
Instruments dérivés de couverture	3.2	1 530,9	1 722,9
Actifs financiers disponibles à la vente	3.3 et 3.4	7 154,3	8 145,8
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3.5 et 3.9	9 252,7	7 224,8
Prêts et créances sur la clientèle ⁽¹⁾	3.5 et 3.9	40 459,7	38 845,3
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		370,5	483,2
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	3.9	-	-
Actifs d'impôts		37,1	69,8
Autres actifs	4.3	247,4	195,4
Actifs non courants destinés à être cédés		0,2	0,2
Participations dans les entreprises mises en équivalence		328,1	312,0
Immobilisations corporelles et incorporelles		551,0	538,1
Ecarts d'acquisition	2.2	508,0	508,0
TOTAL		67 199,7	62 928,9

(1) Les prêts et créances sur la clientèle incluent les créances de location financement qui étaient auparavant présentées sur une ligne distincte du bilan.

Passif

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2017	31/12/2016
Banques centrales		-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1, 3.2 et 3.4	1 894,7	2 544,5
Instruments dérivés de couverture	3.2	555,0	711,1
Dettes envers les établissements de crédit	3.6 et 3.9	8 873,5	6 775,6
Dettes envers la clientèle	3.6 et 3.9	42 263,3	39 858,0
Dettes représentées par un titre	3.6 et 3.9	7 372,8	6 434,2
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		1 390,2	1 631,8
Passifs d'impôts		240,4	395,1
Autres passifs	4.3	882,1	892,0
Provisions techniques des entreprises d'assurance		-	-
Provisions	7.2	162,1	165,0
Dettes subordonnées		423,4	423,4
TOTAL DETTES		64 057,5	59 830,7
CAPITAUX PROPRES			
Capital et réserves liées		1 517,7	1 066,0
Réserves consolidées		1 343,1	1 447,4
Résultat de l'exercice		222,6	505,0
Sous-total		3 083,4	3 018,4
Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres		58,7	79,7
Sous-total capitaux propres part du Groupe		3 142,1	3 098,1
Participations ne donnant pas le contrôle		0,1	0,1
TOTAL CAPITAUX PROPRES		3 142,2	3 098,2
TOTAL		67 199,7	62 928,9

Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	Notes	1 ^{er} semestre 2017	2016	1 ^{er} semestre 2016
Intérêts et produits assimilés	3.7	752,2	1 517,0	807,5
Intérêts et charges assimilées	3.7	-251,9	-421,6	-259,3
Commissions (produits)	4.1	487,3	915,1	461,8
Commissions (charges)	4.1	-48,9	-88,6	-42,7
Résultat net des opérations financières		63,8	89,7	132,3
<i>Dont gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</i>	3.1	48,5	-31,7	14,8
<i>Dont gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente⁽¹⁾</i>	3.3	15,3	121,4	117,5
Produits des autres activités	4.2	9,1	18,4	8,2
Charges des autres activités	4.2	-10,2	-24,5	-9,1
Produit net bancaire		1 001,4	2 005,5	1 098,7
Frais de personnel	5	-351,4	-700,7	-341,3
Autres frais administratifs	7.1	-252,3	-460,0	-230,9
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		-32,5	-71,1	-33,9
Total frais généraux		-636,2	-1 231,8	-606,1
Résultat brut d'exploitation		365,2	773,7	492,6
Coût du risque	3.8	-47,5	-136,0	-62,4
Résultat d'exploitation		317,7	637,7	430,2
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		17,7	33,2	15,9
Gains ou pertes nets sur autres actifs		-	-	-
Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition		-	-	-
Résultat avant impôt		335,4	670,9	446,1
Impôts sur les bénéfices	6	-112,8	-165,9	-118,3
Résultat net de l'ensemble consolidé		222,6	505,0	327,8
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-
RESULTAT NET PART DU GROUPE		222,6	505,0	327,8
Résultat par action ordinaire (en euros)		2,00	4,54	2,95
Nombre d'actions composant le capital		111 282 906	111 282 906	111 282 906

(1) Ce montant inclut désormais les dividendes sur titres à revenus variables.

Etat du résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2017	2016	1 ^{er} semestre 2016
Résultat net	222,6	505,0	327,8
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui seront reclassés ultérieurement en résultat	-21,0	-60,6	-66,0
Ecart de conversion	-	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	-22,9	-60,4	-65,5
<i>Ecarts de réévaluation de la période</i>	-13,4	57,4	52,2
<i>Reclassement en résultat</i>	-9,5	-117,8	-117,7
Instruments dérivés de couverture	0,1	0,1	-0,1
<i>Ecarts de réévaluation de la période</i>	0,1	0,1	-0,1
<i>Reclassement en résultat</i>	-	-	-
Quote-part de gains et pertes sur entités mises en équivalence comptabilisés directement en capitaux propres et qui seront reclassés ultérieurement en résultat	-2,1	0,3	0,1
Impôts sur éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat	3,9	-0,6	-0,5
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	10,4	-10,5	-7,1
Ecart actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi	14,6	-16,0	-10,9
Quote-part de gains et pertes sur entités mises en équivalence comptabilisés directement en capitaux propres et qui ne seront pas reclassés en résultat	-	-	-
Impôts sur éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	-4,2	5,5	3,8
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-10,6	-71,1	-73,1
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	212,0	433,9	254,7
<i>Dont part du Groupe</i>	212,0	433,9	254,7
<i>Dont participations ne donnant pas le contrôle</i>	-	-	-

Evolution des capitaux propres

	Capital et réserves liées			Total
	Capital souscrit	Instruments de capitaux propres et réserves liées	Elimination des titres autodétenus	
<i>(en millions d'euros)</i>				
CAPITAUX PROPRES AU 1^{ER} JANVIER 2016	890,3	178,7	-	1 069,0
Augmentation de capital	-	-	-	-
Elimination des titres autodétenus	-	-	-	-
Emissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions	-	0,8	-	0,8
Distribution S1 2016	-	-	-	-
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	0,8	-	0,8
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-
Autres variations	-	-4,6	-	-4,6
Résultat S1 2016	-	-	-	-
Sous-total	-	-4,6	-	-4,6
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2016	890,3	174,9	-	1 065,2
Augmentation de capital	-	-	-	-
Elimination des titres autodétenus	-	-	-	-
Emissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions	-	0,9	-	0,9
Distribution S2 2016	-	-	-	-
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	0,9	-	0,9
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ⁽¹⁾	-	-	-	-
Autres variations	-	2,3	-	2,3
Résultat S2 2016	-	-	-	-
Sous-total	-	2,3	-	2,3
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2016	890,3	178,1	-	1 068,4
Affectation du résultat	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES AU 1^{ER} JANVIER 2017	890,3	178,1	-	1 068,4
Augmentation de capital	-	-	-	-
Elimination des titres autodétenus	-	-	-	-
Emissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions	-	1,5	-	1,5
Distribution S1 2017 ⁽¹⁾	-	-	-	-
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-	1,5	-	1,5
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ⁽²⁾	-	-	-	-
Autres variations	-	0,7	-	0,7
Résultat S1 2017	-	-	-	-
Sous-total	-	0,7	-	0,7
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2017	890,3	180,3	-	1 070,6

(1) Le montant des dividendes distribués au cours du 1^{er} semestre 2017 s'élève à 170,3 millions d'euros.

(2) Les écarts actuariels sur les régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies, nets d'impôts, sont transférés directement en Réserves Consolidées en fin d'exercice.

Au 30 juin 2017, le capital social de Crédit du Nord SA entièrement libéré s'élève à 890 263 248 euros et se compose de 111 282 906 actions de 8 euros de nominal.

Réserves consolidées	Résultat de l'exercice part du Groupe	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôts)			Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle			Total capitaux propres consolidés
		Qui seront reclassés ultérieurement en résultat		Total		Capital et réserves	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Total	
		Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture						
1 733,7	-	140,1	0,1	140,2	2 942,9	1,2	-1,1	0,1	2 943,0
				-	-			-	-
				-	-			-	-
				-	0,8			-	0,8
-278,2				-	-278,2	-		-	-278,2
-				-	-	-		-	-
-278,2	-	-	-	-	-277,4	-	-	-	-277,4
-7,1	-	-66,0	-0,1	-66,1	-73,2	-	-	-	-73,2
4,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	327,8	-	-	-	327,8	-		-	327,8
-2,5	327,8	-66,0	-0,1	-66,1	254,6	-	-	-	254,6
		0,1		0,1	0,1			-	0,1
-	-	0,1	-	0,1	0,1	-	-	-	0,1
1 453,0	327,8	74,2	-	74,2	2 920,2	1,2	-1,1	0,1	2 920,3
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	0,9	-	-	-	0,9
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	0,9	-	-	-	0,9
-3,3	-	5,2	0,1	5,3	2,0	-	-	-	2,0
-4,6	-	-	-	-	-2,3	-1,1	1,1	-	-2,3
-	177,2	-	-	-	177,2	-	-	-	177,2
-7,9	177,2	5,2	0,1	5,3	176,8	-1,1	1,1	-	176,8
-	-	0,1	-	0,1	0,1	-	-	-	0,1
-	-	0,1	-	0,1	0,1	-	-	-	0,1
1 445,1	505,0	79,5	0,1	79,6	3 098,1	0,1	-	0,1	3 098,2
505,0	-505,0	-	-	-	-	-	-	-	-
1 950,1	-	79,5	0,1	79,6	3 098,1	0,1	-	0,1	3 098,2
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	1,5	-	-	-	1,5
-170,3	-	-	-	-	-170,3	-	-	-	-170,3
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-170,3	-	-	-	-	-168,8	-	-	-	-168,8
10,4	-	-19,8	0,1	-19,7	-9,3	-	-	-	-9,3
-	-	0,2	-	0,2	0,9	-	-	-	0,9
-	222,6	-	-	-	222,6	-	-	-	222,6
10,4	222,6	-19,6	0,1	-19,5	214,2	-	-	-	214,2
-	-	-1,4	-	-1,4	-1,4	-	-	-	-1,4
-	-	-1,4	-	-1,4	-1,4	-	-	-	-1,4
1 790,2	222,6	58,5	0,2	58,7	3 142,1	0,1	-	0,1	3 142,2

Tableau des flux de trésorerie

(en millions d'euros)	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
Résultat net (I)	222,6	505,0	327,8
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (y compris locations simples)	32,9	72,1	34,3
Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-0,4	-	-
Dotations nettes aux provisions	-9,3	-55,4	9,3
Quote-part de bénéfice (perte) du Groupe dans les sociétés mises en équivalence	-17,7	-33,2	-15,9
Variations des impôts différés	3,1	-26,8	-5,2
Résultat net de cessions sur actifs disponibles à la vente détenus à long terme et filiales consolidées	-0,4	-111,1	-110,9
Variation des produits constatés d'avance	7,8	-1,0	7,2
Variation des charges constatées d'avance	-12,0	0,2	-1,3
Variation des produits courus non encaissés	-11,2	-0,2	-8,8
Variation des charges courues non décaissées	102,3	2,4	26,3
Autres mouvements	203,9	328,1	167,8
Eléments non monétaires inclus dans le résultat net après impôt et autres ajustements hors résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat (II)	299,0	175,1	102,8
Résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ⁽¹⁾	-48,5	31,7	-14,8
Opérations interbancaires	23,5	1 675,4	2 207,5
Opérations avec la clientèle	728,3	3 100,9	1 768,0
Opérations sur autres actifs / passifs financiers	1 087,7	-1 050,2	-406,8
Opérations sur autres actifs / passifs non financiers	-190,2	-277,5	-257,4
Augmentations / diminutions nettes des actifs / passifs opérationnels (III)	1 600,8	3 480,3	3 296,5
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES (A)=(I)+(II)+(III)	2 122,4	4 160,4	3 727,1
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'actifs financiers et participations	-33,6	92,3	90,8
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-44,5	-75,9	-31,5
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT (B)	-78,1	16,4	59,3
Flux de trésorerie provenant / à destination des actionnaires	-170,3	-278,2	-278,2
Autres flux de trésorerie provenant des activités de financement	-	-150,0	-50,0
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT (C)	-170,3	-428,2	-328,2
FLUX NET DE TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (A) + (B) + (C)	1 874,0	3 748,6	3 458,2
Solde net des comptes de caisse et banques centrales	4 755,6	1 047,9	1 047,9
Solde net des comptes, prêts et emprunts à vue sur les établissements de crédit	216,6	175,7	175,7
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	4 972,2	1 223,6	1 223,6
Solde net des comptes de caisse et banques centrales	6 681,4	4 755,6	4 525,8
Solde net des comptes, prêts et emprunts à vue sur les établissements de crédit	164,8	216,6	156,0
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	6 846,2	4 972,2	4 681,8
VARIATION DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	1 874,0	3 748,6	3 458,2

(1) Le résultat net sur instruments financiers à la juste valeur par résultat comprend les résultats réalisés et latents.

4. Notes annexes aux états financiers consolidés

Ces comptes consolidés ont été examinés par le Conseil d'administration en date du 27 juillet 2017.

Note 1 Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés	34	Note 4 Autres activités	56
		4.1 Produits et charges de commissions	56
		4.2 Produits et charges des autres activités	56
		4.3 Autres actifs et autres passifs	57
Note 2 Consolidation	42	Note 5 Charges et avantages du personnel	57
2.1 Périmètre de consolidation	42	5.1 Frais de personnel	57
2.2 Ecart d'acquisition	42	5.2 Détail des provisions sur avantages du personnel	58
Note 3 Instruments financiers	43	5.3 Détail de l'attribution d'action de performance ⁽¹⁾	58
3.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat	43	Note 6 Impôts	59
3.2 Instruments financiers dérivés	45	6.1 Détail de la charge d'impôt	59
3.3 Actifs financiers disponibles à la vente	45	6.2 Provisions fiscales	59
3.4 Juste valeur des instruments financiers évalués en juste valeur	47	Note 7 Autres informations	60
3.5 Prêts et créances	51	7.1 Autres frais administratifs	60
3.6 Dettes	52	7.2 Provisions	60
3.7 Produits et charges d'intérêts	53		
3.8 Dépréciations et provisions	54		
3.9 Juste valeur des instruments financiers évalués au coût amorti	55		

NOTE 1 Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés

1. Introduction

Référentiel Comptable

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe Crédit du Nord au titre de la situation intermédiaire au 30 juin 2017 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS (*International Accounting Standards*) 34 « Information financière intermédiaire ».

Ces notes doivent être lues en liaison avec les comptes consolidés audités de l'exercice clos au 31 Décembre 2016 tels qu'ils figurent dans le Document de référence au titre de l'exercice 2016.

Par ailleurs, les activités du Groupe ne présentant pas de caractère saisonnier ou cyclique, les résultats du premier semestre ne sont donc pas influencés par ces facteurs.

Présentation des états financiers

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format des états de synthèse proposé par l'organisme français de normalisation comptable, l'Autorité des Normes Comptables, dans sa recommandation n° 2013-04 du 7 novembre 2013.

Les notes présentées dans les annexes aux états financiers consolidés se concentrent sur celles qui revêtent un caractère pertinent et matériel au regard des états financiers du Groupe, de ses activités et des circonstances dans lesquelles celles-ci se sont réalisées au cours de la période.

Monnaie de présentation

La monnaie de présentation des comptes consolidés est l'Euro.

Lorsqu'il est exprimé en devises, le bilan des sociétés consolidées est converti en euros sur la base des cours de change officiels à la date de clôture. Les postes du compte de résultat sont convertis en euros sur la base du cours de change moyen du mois de leur réalisation.

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en millions d'euros, sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

2. Normes comptables appliquées par le Groupe

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés sont identiques à ceux utilisés par le Groupe pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016 établis conformément au référentiel IFRS (*International Financial Reporting*

Standards) tel qu'adopté par l'Union européenne et détaillés dans les notes annexes aux états financiers consolidés de l'exercice 2016.

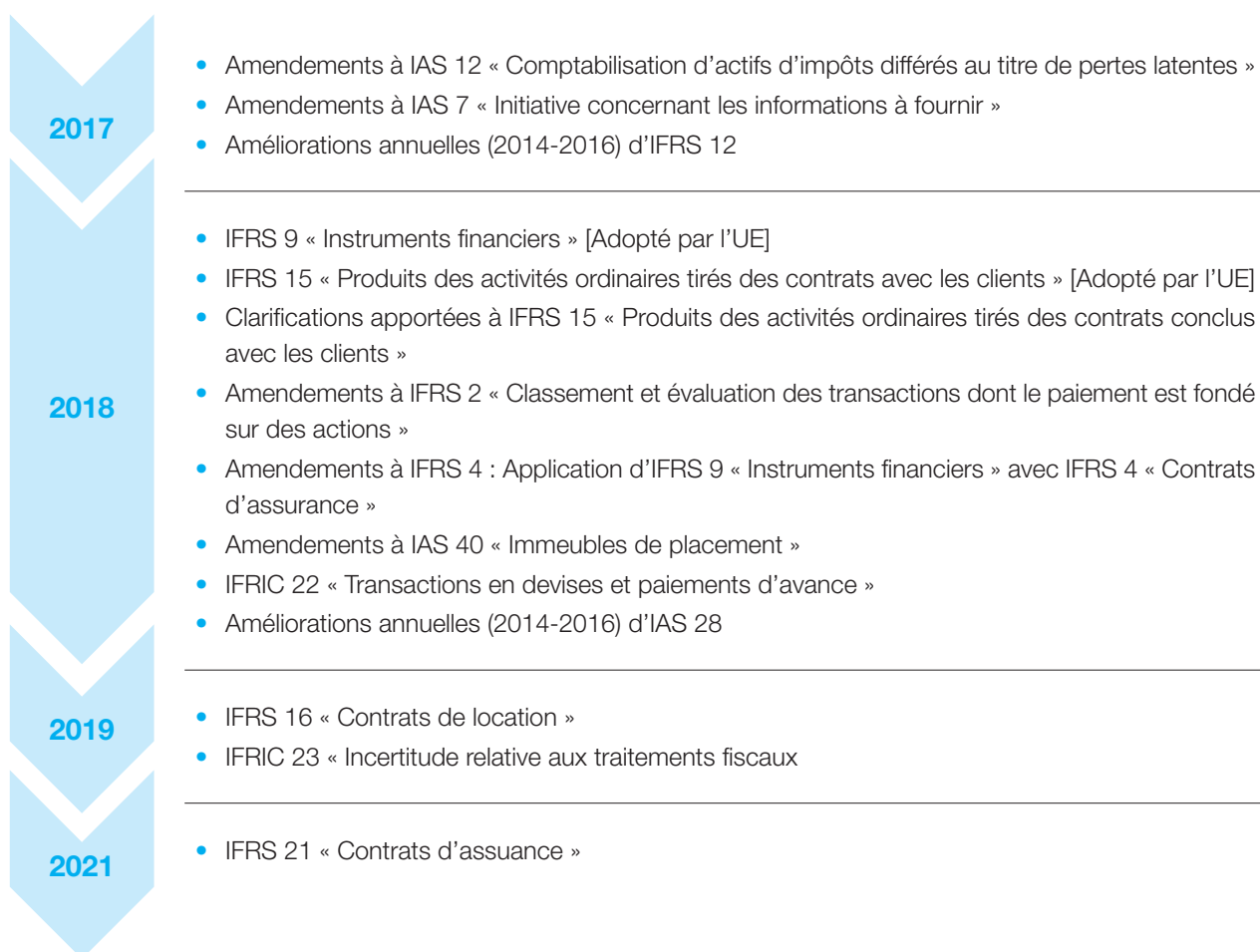
Au 30 juin 2017, Aucune nouvelle norme adoptée par l'Union européenne n'est applicable.

3. Normes comptables, interprétations ou amendements que le Groupe appliquera dans le futur

L'IASB a publié des normes, interprétations et amendements qui n'ont pas tous été adoptés par l'Union européenne au 30 juin 2017. Figurent parmi eux des amendements et améliorations dont la première application avait été fixée par l'IASB au 1^{er} janvier 2017. En cas d'adoption par l'Union européenne avant la fin de l'année 2017, ils pourraient

être appliqués par le Groupe dans ses comptes consolidés annuels. Sinon, ils entreront en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 au plus tôt ou de leur adoption par l'Union européenne. Ils ne sont donc pas appliqués par le Groupe au 30 juin 2017.

Le calendrier prévisionnel d'application de ces normes est le suivant :



3.1 Normes comptables adoptées par l'Union européenne

IFRS 9 « Instruments financiers »

Adoptée le 22 novembre 2016 et applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018.

La norme IFRS 9 constitue une refonte de la norme IAS 39. IFRS 9 définit les nouvelles règles de classement et d'évaluation des actifs et des passifs financiers, la

nouvelle méthodologie de dépréciation pour risque de crédit des actifs financiers ainsi que le traitement des opérations de couverture, à l'exception des opérations de macro-couverture pour lesquelles un projet de norme séparée est en cours d'étude par l'IASB.

<p>Classification et évaluation</p> <p>Une approche unique, pour les actifs financiers, fondée sur les caractéristiques des flux contractuels et le mode de gestion de l'instrument.</p>
<p>Risque de crédit</p> <p>Un modèle de dépréciation plus anticipateur fondé sur les pertes attendues.</p>
<p>Comptabilité de couverture (modèle général)</p> <p>Un modèle amélioré pour mieux traduire la gestion des risques ; mais une possibilité, retenue par le Groupe de continuer à appliquer les dispositions d'IAS 39 pour la comptabilité de couverture.</p>
<p>Opérations de macro-couverture</p> <p>Hors périmètre d'IFRS 9 (projet de norme distinct).</p>

L'application des nouvelles règles sur le classement et l'évaluation des instruments financiers et sur le risque de crédit, à compter du 1^{er} janvier 2018, est rétrospective ; l'incidence des changements induits par rapport à l'application de la norme IAS 39 jusqu'au 31 décembre 2017 sera enregistrée dans les capitaux propres du bilan d'ouverture de l'exercice 2018. Le Groupe envisage la possibilité, offerte par les dispositions transitoires de la norme, de ne pas retraiter les chiffres des exercices antérieurs présentés à titre de comparatifs.

Par ailleurs, la norme IFRS 9 offre la possibilité d'appliquer par anticipation la comptabilisation directe en capitaux propres des écarts de réévaluation liés aux variations du risque de crédit propre sur les passifs financiers que l'entité a choisi d'évaluer en juste valeur par résultat (option juste valeur). Au 30 juin 2017, le Groupe n'a pas anticipé l'application de ce traitement.

Le 21 avril 2017, l'IASB a publié un exposé-sondage proposant un amendement limité à IFRS 9 portant sur le classement des prêts assortis d'une clause de remboursement anticipé à la main de l'emprunteur pouvant conduire le prêteur à percevoir un remboursement comprenant une indemnité de remboursement anticipé négative. Le Groupe suit attentivement les travaux et propositions de l'IASB pour en mesurer les conséquences éventuelles sur le futur classement comptable de ses actifs financiers sous

IFRS 9. Un amendement finalisé pourrait être publié par l'IASB en octobre 2017 et pourrait alors être applicable de manière anticipée à compter du 1^{er} janvier 2018 sous réserve de son adoption par l'Union européenne.

Organisation du programme de mise en œuvre de la norme IFRS 9

Le Groupe a initié dès 2013 des travaux préliminaires pour appréhender les conséquences potentielles de la mise en œuvre de la future norme IFRS 9.

Dès la publication de la norme IFRS 9 en juillet 2014, les filières Risque et Finance du Groupe se sont dotées d'une organisation spécifique pour conduire les travaux nécessaires à la mise en œuvre de la norme à compter du 1^{er} janvier 2018.

Sous la coordination des instances de gouvernance mises en place, le Groupe a poursuivi, au cours du premier semestre 2017, les travaux d'adaptation de ses systèmes d'information et de ses processus.

Le Groupe a notamment complété la documentation des analyses précédemment réalisées pour déterminer le classement et le mode d'évaluation de ses actifs financiers au regard des dispositions de la norme IFRS 9. Ces travaux seront finalisés au cours du second semestre 2017 pour tenir compte des éventuelles conséquences de l'amendement à IFRS 9 en cours d'élaboration par l'IASB.

Concernant le risque de crédit, le Groupe a construit depuis 2015 un cadre méthodologique définissant les règles d'appréciation de la dégradation du risque de crédit et de détermination des pertes attendues à un an et à maturité en intégrant des projections macro-économiques pour tenir compte du cycle de crédit.

Les travaux de calibrage et de validation de ce cadre ont débuté en 2016 dans plusieurs domaines :

- déploiement du cadre méthodologique sur tous les portefeuilles du Groupe ;
- réalisation de développements informatiques pour en permettre l'homologation en 2017 ;
- description des processus organisationnels, y compris les étapes de gouvernance opérationnelle.

L'application de la norme IFRS 9 ne modifierait pas la définition du défaut actuellement retenue par le Groupe pour apprécier l'existence d'une indication objective de dépréciation d'un actif financier.

Les dépréciations sur groupes d'actifs homogènes vont en revanche disparaître au profit de dépréciations calculées à hauteur des pertes attendues à un an ou à terminaison :

- les encours sur des contreparties dont la situation financière s'est fragilisée depuis la comptabilisation initiale de ces actifs financiers sans qu'une indication objective de dépréciation ait encore été identifiée au niveau individuel (encours sensibles) seront probablement inclus dans la catégorie des encours de l'étape 2 dont les dépréciations seront calculées à hauteur des pertes attendues à terminaison ;
- les encours sur des contreparties relevant de secteurs économiques considérés comme étant en crise suite à la survenance d'événements générateurs de pertes ou des encours sur des secteurs géographiques ou des pays sur lesquels une dégradation du risque de crédit a été constatée seront repartis entre les catégories d'encours des étapes 1 (dépréciations calculées à hauteur des pertes attendues à un an) ou 2 (dépréciations calculées à hauteur des pertes attendues à terminaison) en fonction de leur risque individuel de crédit et en tenant compte de la dégradation du secteur ou du pays depuis la dernière date d'arrêt.

Sur le premier semestre 2017, et conformément au planning du projet, les travaux méthodologiques se sont poursuivis. Les enjeux méthodologiques les plus critiques qui ont été abordés ont concerné la prise en compte, dans le calcul des pertes attendues à terminaison, des prévisions raisonnables d'évolution de la conjoncture économique et des facteurs macro-économiques pertinents. Ces travaux ont ainsi porté sur l'identification des variables macro-économiques, la construction de plusieurs scénarii macroéconomiques et la définition des probabilités d'occurrence de ces derniers. Durant ce semestre, le Groupe a également entrepris des travaux visant à mieux contrôler la procyclicité intrinsèque du modèle de provisionnement IFRS 9 ainsi que des travaux sur les backtests. Par ailleurs, une gouvernance a été définie pour la mise à jour des modèles et des scénarii macro-économiques probabilisés qui respecte les contraintes des calendriers de clôture comptable.

Au cours du deuxième semestre 2017, le Groupe finalisera sa préparation avec notamment :

- des travaux de calibrage et de validation afin de préparer le bilan d'ouverture de l'exercice 2018 ;
- la réalisation des derniers développements et tests sur les calculateurs et les processus de collecte des données pour une mise en exploitation à la fin de l'année ;
- la documentation de la gouvernance du processus de traitement comptable du risque de crédit.

Entamés en 2016, les travaux de développement des systèmes d'information et des processus et *reportings* de consolidation se sont poursuivis en 2017.

Le Groupe a également procédé au premier semestre à un exercice d'essai à blanc (« *dry run* ») et prépare une répétition générale qui se déroulera au second semestre. Cette répétition générale permettra de tester l'ensemble du nouveau dispositif mis en place pour l'application de la norme IFRS 9 et de vérifier ainsi la qualité des différentes collectes et l'état de préparation des systèmes d'information, notamment celui du calculateur et du référentiel central des modèles utilisés pour l'évaluation des dépréciations et provisions pour risque de crédit.

Par ailleurs, le Groupe met en œuvre un programme de formations internes destinées aux différents acteurs concernés des filières Risques et Finance et des métiers.

A ce stade du projet de mise en œuvre de la norme IFRS 9, les conséquences chiffrées de son application sur les états financiers du Groupe ne peuvent être raisonnablement estimées.

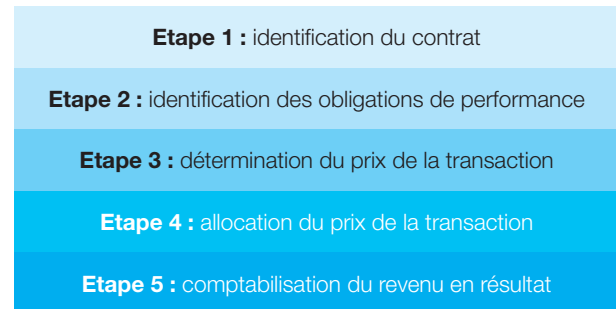
IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients »

Adoptée le 22 septembre 2016 et applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018.

Cette norme définit les principes de reconnaissance des revenus applicables à tous les contrats conclus avec des clients, à l'exception des contrats de locations, des contrats d'assurance, des instruments financiers et des garanties.

Selon IFRS 15, les produits résultant de ces contrats doivent être comptabilisés de manière à traduire le transfert au client des biens ou services promis, et ce pour le montant auquel l'entité s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services.

Pour l'application de ce principe, la norme définit une démarche générale d'analyse en cinq étapes depuis l'identification du contrat conclu avec le client jusqu'à la reconnaissance du revenu en résultat :



Compte tenu du champ d'application de la norme, les revenus concernés par cette analyse proviennent essentiellement de contrats de prestations de services donnant lieu à la comptabilisation de produits de commissions (packages de services bancaires, programmes de fidélité, commissions de gestion d'actifs, commissions de syndication...) ou de produits accessoires (prestations de maintenance connexes aux activités de location de véhicules ou de matériels), ainsi que des opérations de promotion immobilière.

L'analyse des effets de la norme IFRS 15 sur le résultat net et les capitaux propres du Groupe s'est poursuivie au cours du premier semestre 2017. Sur la base des contrats et opérations analysées, le Groupe n'anticipe pas d'impacts significatifs de l'application de la norme.

3.2 Normes comptables ou amendements non encore adoptés par l'Union européenne au 30 juin 2017

Amendements à IAS 12 « Comptabilisation d'actifs d'impôts différés au titre de pertes latentes »

Publiés par l'IASB le 19 janvier 2016

Ces amendements viennent clarifier la comptabilisation des actifs d'impôts différés pour les pertes latentes sur les instruments de dettes évalués à la juste valeur.

Amendements à IAS 7 « Initiative concernant les informations à fournir »

Publiés par l'IASB le 29 janvier 2016

Ces amendements visent à améliorer les informations relatives à la variation de l'endettement lié aux opérations de financement, que cette variation provienne de mouvements de trésorerie ou non.

Amendements à IFRS 2 « Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions »

Publiés par l'IASB le 20 juin 2016

Ces amendements clarifient les méthodes de comptabilisation de certains types de transactions dont le paiement est fondé sur des actions : modélisation des conditions de performance quel que soit le mode de règlement, impacts des prélèvements fiscaux sur les plans, traitement comptable des modifications de dénouement de plans.

Amendements à IFRS 4 : application d'IFRS 9 « Instruments financiers » avec IFRS 4 « Contrats d'assurance »

Publiés par l'IASB le 12 septembre 2016

Ces amendements proposent des solutions pour traiter la volatilité des résultats qui découlera de l'application de la norme IFRS 9 « Instruments financiers » avant que ne soit mise en œuvre la norme qui remplacera IFRS 4 « Contrats d'assurance ». Ces amendements donnent à toutes les entités qui émettent des contrats d'assurance la possibilité d'enregistrer parmi les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, et non en résultat, la volatilité qui sera générée par l'application d'IFRS 9 avant que la future norme sur les contrats d'assurance ne soit mise en œuvre.

Ces amendements offrent également aux entités dont l'assurance est l'activité prédominante la faculté de reporter l'application de la norme IFRS 9 jusqu'en 2021, ces entités continuant alors à appliquer la norme IAS 39 actuelle.

Améliorations annuelles (2014-2016) d'IFRS 12 et IAS 28

Publiés par l'IASB le 8 décembre 2016

Dans le cadre de la procédure annuelle d'amélioration des normes IFRS, l'IASB a publié des modifications mineures sur ces normes déjà existantes.

Amendements à IAS 40 « immeubles de placement »

Publiés par l'IASB le 8 décembre 2016

Les modifications apportées viennent préciser le principe selon lequel une entité doit transférer un bien immobilier depuis (ou vers) la catégorie immeubles de placement. Ce transfert doit être opéré si, et seulement si, l'immeuble satisfait ou cesse de satisfaire à la définition d'un immeuble de placement et si un changement d'utilisation est mis en évidence, c'est à dire lorsque l'immeuble devient, ou cesse d'être, un immeuble de placement.

IFRIC 22 « Transactions en devises et paiements d'avance »

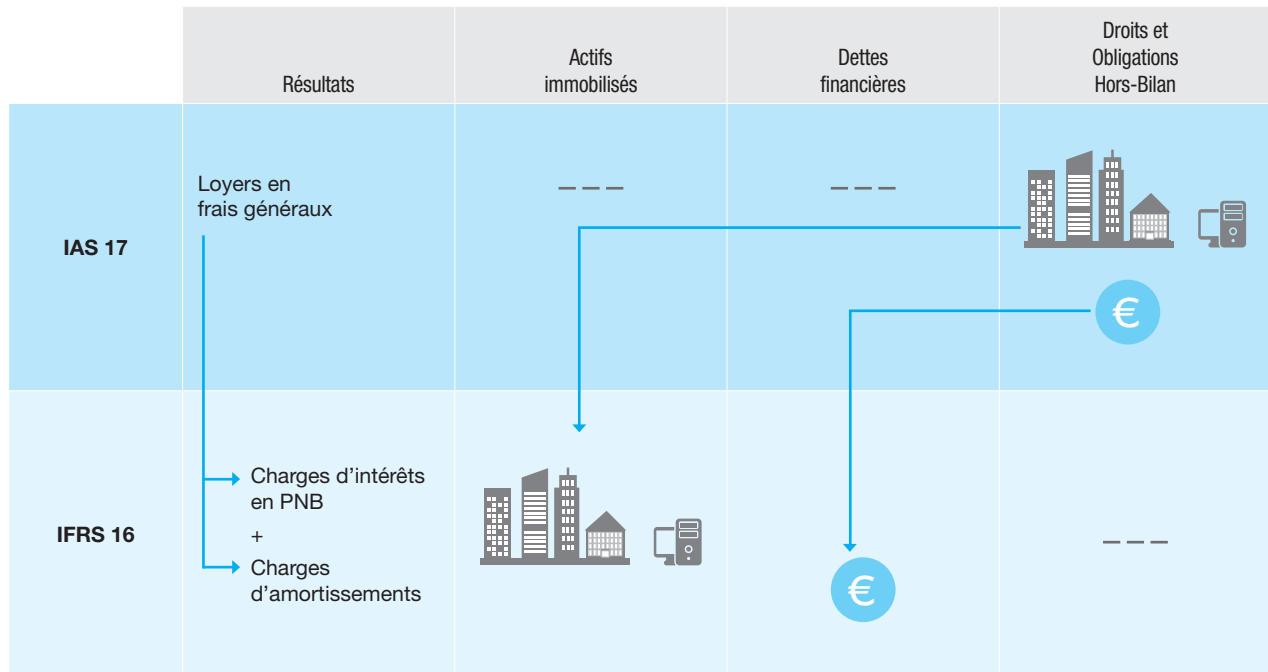
Publiée par l'IASB le 8 décembre 2016

Cette interprétation clarifie la comptabilisation des transactions (paiements ou encaissements d'avance) en monnaie étrangère. La transaction doit prévoir une contrepartie libellée ou fixée dans une monnaie étrangère. Préalablement à cette transaction, un actif au titre du paiement anticipé ou un passif au titre d'un encaissement anticipé doit être reconnu et qualifié de non monétaire. La date de transaction, nécessaire pour déterminer le cours de change à utiliser, est la date de comptabilisation initiale de l'actif ou du passif non monétaire sauf en cas de paiements ou encaissements multiples où elle sera déterminée pour chaque paiement ou encaissement.

IFRS 16 « Contrats de location »*Publiée par l'IASB le 13 janvier 2016*

Cette nouvelle norme vient remplacer la norme IAS 17 et modifier la comptabilisation des contrats de location, plus particulièrement dans les états financiers des preneurs, avec des incidences très limitées pour les bailleurs.

Pour tout contrat de location, le preneur devra reconnaître à son bilan un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué et une dette représentative de l'obligation de paiement des loyers ; dans le compte de résultat, la charge d'amortissement de l'actif sera présentée séparément de la charge d'intérêts sur la dette :



Les travaux de cadrage lancés en 2016 ont été achevés au cours du premier semestre 2017 et ont permis d'identifier les impacts de l'application de cette norme sur les systèmes d'information du Groupe et sur les processus associés, notamment ceux relatifs à la gestion locative immobilière.

Le Groupe étudie à présent la mise en place d'un outil mutualisé de collecte des contrats de location et de traitement des données pour le calcul des encours d'actifs et passifs sous IFRS 16. Afin d'évaluer les impacts de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés, le Groupe poursuit également ses travaux d'analyse des contrats de location qui concernent essentiellement des biens immobiliers (locaux administratifs ou techniques, agences commerciales) et marginalement des matériels et équipements informatiques.

IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux »*Publiée par l'IASB le 7 juin 2017*

Cette interprétation clarifie et complète les dispositions de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » en spécifiant comment refléter les effets des incertitudes dans la comptabilisation des impôts. Ces incertitudes peuvent provenir du manque de clarté du droit fiscal applicable à une transaction ou à une circonstance particulière ou de la position incertaine de l'administration fiscale quant à un traitement fiscal appliqué par l'entreprise.

IFRS 17 « Contrats d'assurance »*Publiée par l'IASB le 18 mai 2017*

Cette nouvelle norme vient remplacer la norme IFRS 4 qui revêtait depuis 2004 un caractère transitoire et permettait de comptabiliser les contrats d'assurance en appliquant les normes comptables locales. Les contrats d'assurance combinent les caractéristiques

d'un instrument financier et d'un contrat de service. Par ailleurs, les contrats d'assurance peuvent générer des flux de trésorerie sujets à une variabilité significative sur une longue période. IFRS 17 combine une évaluation actualisée des flux de trésorerie futurs et une reconnaissance progressive des produits sur la période au cours de laquelle les services sont fournis conformément au contrat. La nouvelle norme demande une présentation des résultats sur les services

d'assurance (incluant la présentation des revenus d'assurance) séparée de celle des produits et charges financiers des contrats d'assurance. Elle offre également un choix de méthode comptable pour reconnaître tous les produits et charges financiers des contrats d'assurance en résultat ou pour en reconnaître certains parmi les « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

4. Recours à des estimations et au jugement

Pour la préparation des comptes consolidés du Groupe, l'application des principes et méthodes comptables décrits dans les notes annexes conduit la Direction à formuler des hypothèses et à réaliser des estimations qui peuvent avoir une incidence sur les montants comptabilisés au compte de résultat ou parmi les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, sur l'évaluation des actifs et passifs au bilan et sur les informations présentées dans les notes annexes qui s'y rapportent.

Pour réaliser ces estimations et émettre ces hypothèses, la Direction utilise les informations disponibles à la date d'établissement des comptes consolidés et peut recourir à l'exercice de son jugement. Par nature, les

évaluations fondées sur ces estimations comportent des risques et incertitudes quant à leur réalisation dans le futur, de sorte que les résultats futurs définitifs des opérations concernées pourront être différents de ces estimations et avoir alors une incidence significative sur les états financiers.

Le recours à ces estimations concerne notamment l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers ainsi que l'évaluation des dépréciations d'actifs, des provisions enregistrées au passif du bilan, des actifs d'impôts différés comptabilisés au bilan et des écarts d'acquisition, ainsi que l'appréciation du contrôle pour la détermination du périmètre des entités consolidées (notamment dans le cas des entités structurées).

NOTE 2 Consolidation

2.1 Périmètre de consolidation

2.1.1 Evolution du périmètre sur l'exercice 2017

Sont retenues dans le périmètre de consolidation, les filiales et entités structurées contrôlées par le Groupe, les partenariats (activités conjointes ou co-entreprises) et les entreprises associées dont les états financiers présentent un caractère significatif par rapport aux comptes consolidés du Groupe, notamment au regard du total bilan et compte de résultat et du résultat brut d'exploitation.

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2017 comprend 19 sociétés dont :

- 17 sociétés intégrées globalement ;
- 2 sociétés mises en équivalence, dont une société coentreprise et une entité sous influence notable.

Le Groupe a dénoncé, le 25 février 2015, le protocole d'accord liant Aviva France et Crédit du Nord dans leur filiale commune Antarius. Au terme d'une période nécessaire à la transition opérationnelle, Aviva France et Sogecap ont signé le 8 février 2017 un accord matérialisant l'acquisition par Sogecap de la participation de 50 % de la société Antarius détenue précédemment par Aviva France. Le transfert des titres est effectif depuis le 1^{er} avril 2017. Antarius est alors détenue à 100 % par le Groupe Société Générale, conjointement par Sogecap et Crédit du Nord.

Cette opération n'affecte pas le périmètre de consolidation du Groupe Crédit du Nord, qui détient toujours Antarius à 50 % et qui la consolide toujours par la méthode de la mise en équivalence.

2.2 Ecarts d'acquisition

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des écarts d'acquisition au 30 juin 2017 :

(en millions d'euros)	Valeur nette au 31/12/2016	Acquisitions et autres augmentations	Cessions et autres diminutions	Pertes de valeur	Valeur nette 30/06/2017
Banque Courtois	10,2	-	-	-	10,2
Banque Laydernier	12,8	-	-	-	12,8
Banque Kolb	22,3	-	-	-	22,3
Banque Tarneaud	3,3	-	-	-	3,3
Société Marseillaise de Crédit	454,2	-	-	-	454,2
Agences Fortis	5,2	-	-	-	5,2
TOTAL	508,0	-	-	-	508,0

NOTE 3 Instruments financiers

3.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en millions d'euros)	30/06/2017		31/12/2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Portefeuille de transaction	77,7	65,4	124,9	109,3
Instruments financiers à la juste valeur par résultat sur option	1,6	1 829,3	3,7	2 435,2
TOTAL	79,3	1 894,7	128,6	2 544,5
<i>Dont titres reçus / donnés en pension livrée</i>	-	1 313,1	-	866,5

3.1.1 Portefeuille de transaction

Actif

(en millions d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Obligations et autres instruments de dettes	0,2	1,3
Actions et autres instruments de capitaux propres	4,6	3,3
Autres actifs financiers non dérivés	-	-
Dérivés de transaction ⁽¹⁾	72,9	120,3
TOTAL	77,7	124,9
<i>Dont titres prêtés</i>	-	-

(1) cf. Note 3.2 « Instruments financiers dérivés ».

Passif

(en millions d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Dettes représentées par un titre	-	-
Dettes sur titres empruntés	-	-
Obligations et autres instruments de dettes vendus à découvert	-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres vendus à découvert	-	0,7
Autres passifs financiers non dérivés	-	-
Dérivés de transaction ⁽²⁾	65,4	108,6
TOTAL	65,4	109,3

(2) cf. Note 3.2 « Instruments financiers dérivés ».

3.1.2 Instruments financiers à la juste valeur par résultat sur option

Actif

(en millions d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Obligations et autres instruments de dettes	1,6	3,7
Actions et autres instruments de capitaux propres	-	-
Autres actifs financiers	-	-
Actifs distincts pour régimes d'avantages du personnel	-	-
TOTAL	1,6	3,7

Passif

Les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option sont essentiellement constitués par les émissions structurées du groupe Crédit du Nord. La variation de juste valeur attribuable au risque de crédit propre a généré un produit de 4,0 millions d'euros au 30 juin 2017. Les écarts de réévaluation liés au risque de crédit émetteur du Groupe sont évalués à l'aide de modèles tenant compte des conditions les plus récentes de refinancement effectif du Groupe sur les marchés et la maturité résiduelle des passifs concernés.

Au 30 juin 2017, la différence entre la juste valeur des passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option (1 829,3 millions d'euros contre 2 435,2 millions d'euros au 31 décembre 2016) et leur montant remboursable à maturité (1 812,2 millions d'euros contre 2 412,9 millions d'euros au 31 décembre 2016) s'élève à 17,1 millions d'euros (contre 22,3 millions d'euros au 31 décembre 2016).

3.1.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2017	2016	1 ^{er} semestre 2016
Résultat net sur portefeuille de transaction	0,2	0,5	0,3
Résultat net sur instruments financiers à la juste valeur sur option	-0,4	-14,2	-8,8
Résultat net sur instruments financiers dérivés de transaction ⁽²⁾	8,6	19,1	12,7
Résultat net sur opérations de couverture	25,3	-69,2	-3,8
<i>Résultat net sur instruments financiers dérivés de couverture de juste valeur ⁽²⁾</i>	<i>-46,1</i>	<i>110,9</i>	<i>338,1</i>
<i>Réévaluation des éléments couverts attribuable aux risques couverts</i>	<i>71,4</i>	<i>-180,1</i>	<i>-341,9</i>
<i>Part inefficace de la couverture de flux de trésorerie</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
Résultat net des opérations de change	14,8	32,1	14,4
TOTAL ⁽¹⁾	48,5	-31,7	14,8

(1) Dans la mesure où les charges et produits présentés dans le compte de résultat sont classés par nature et non par destination, le résultat net des activités sur instruments financiers à la juste valeur par résultat doit être appréhendé globalement. Il convient de noter que les résultats ci-dessus n'intègrent pas le coût de refinancement de ces instruments financiers, qui est présenté parmi les charges et produits d'intérêts.

(2) L'effet de la FVA (Funding Value Adjustment) a été comptabilisé à compter du quatrième trimestre 2016 tandis que le stock de DIVA (Debit Value Adjustment) a été neutralisé. Il en ressort :

- au titre de la CVA, un produit de 19,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2017 (contre une charge de 20,9 millions d'euros en 2016) ;
- au titre de la FVA, un produit de 7,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2017 (contre une charge de 17,4 millions d'euros en 2016).

L'effet CVA au titre du Groupe Société Générale génère un produit de 19,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2017 (contre une charge de 21,4 millions d'euros en 2016).

3.2 Instruments financiers dérivés

3.2.1 Instruments financiers dérivés de transaction

Détail des instruments financiers dérivés de transaction

(en millions d'euros)	30/06/2017		31/12/2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Instruments de taux d'intérêt	35,5	33,2	46,5	44,9
Instruments de change	37,4	32,2	73,8	63,7
Instruments sur actions et indices	-	-	-	-
Instruments sur matières premières	-	-	-	-
Dérivés de crédit	-	-	-	-
Autres instruments financiers à terme	-	-	-	-
TOTAL	72,9	65,4	120,3	108,6

3.2.2 Instruments financiers dérivés de couverture

Détail des instruments financiers dérivés de couverture

(en millions d'euros)	30/06/2017		31/12/2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Couverture de juste valeur⁽¹⁾				
Instruments de taux d'intérêt	1 530,5	555,0	1 722,6	711,1
Instruments de change	-	-	-	-
Instruments sur actions et indices	-	-	-	-
Couverture de flux de trésorerie				
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	-
Instruments de change	-	-	-	-
Autres instruments financiers	0,4	-	0,3	-
TOTAL	1 530,9	555,0	1 722,9	711,1

(1) Y compris dérivés de Macro Fair Value Hedge.

3.3 Actifs financiers disponibles à la vente

3.3.1 Actifs financiers disponibles à la vente

(en millions d'euros)	30/06/2017		31/12/2016	
	Net	Dont dépréciation	Net	Dont dépréciation
Instruments de dettes	6 164,3	-0,4	7 093,3	-0,4
Instruments de capitaux propres ⁽¹⁾	802,1	-0,3	811,5	-0,3
Titres actions détenus à long terme	187,9	-5,7	241,0	-5,8
TOTAL	7 154,3	-6,4	8 145,8	-6,5

(1) Y compris les OPCVM.

Mouvements sur actifs financiers disponibles à la vente

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2017
Solde au 1^{er} janvier	8 145,8
Acquisitions	165,2
Cessions / remboursements	-1 078,2
Variations de périmètre et autres	-
Gains et pertes sur variations de juste valeur de la période comptabilisés en capitaux propres	-88,2
Variation des dépréciations sur instruments de dettes comptabilisés en résultat, dont :	-
<i>Augmentations</i>	-
<i>Reprises</i>	-
<i>Autres</i>	-
Pertes de valeur sur instruments de capitaux propres comptabilisés en résultat	-
Variation des dépréciations sur titres actions détenus à long terme comptabilisés en résultat	-
Variation des créances rattachées	10,5
Différences de change	-0,8
SOLDE AU 30 JUIN	7 154,3

3.3.2 Gains ou pertes nets et produits d'intérêts sur actifs financiers disponibles à la vente

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2017	2016	1 ^{er} semestre 2016
Produits de dividendes sur instruments de capitaux propres	3,8	2,3	0,6
Plus ou moins-value de cession sur instruments de dettes	8,6	0,9	0,9
Plus ou moins-value de cession sur instruments de capitaux propres	-	3,7	3,7
Perte de valeur des instruments de capitaux propres	-	-	-
Participation aux bénéficiaires sur actifs financiers disponibles à la vente des filiales d'assurance	-	-	-
Plus ou moins-value de cession sur instruments de capitaux propres détenus à long terme ⁽¹⁾	2,9	117,0	113,2
Perte de valeur des instruments de capitaux propres détenus à long terme	-	-2,5	-0,8
Total Gains et Pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ⁽²⁾	15,3	121,4	117,6
Produits d'intérêts sur actifs financiers disponibles à la vente	25,2	54,1	27,9

(1) Dont plus-value de cession des titres VISA de 110,4 millions d'euros à fin 2016 et 105,8 millions d'euros comptabilisés au 1^{er} semestre 2016.

(2) Le 1^{er} semestre 2016 a été retraité pour inclure les Produits de dividendes sur instruments de capitaux propres dans le total des « Gains et Pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ».

3.3.3 Décomposition des gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres

(en millions d'euros)	31/06/2017			31/12/2016		
	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Réévaluation nette	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Réévaluation nette
Gains et pertes latents sur instruments de capitaux propres disponibles à la vente	36,1	-4,9	31,2	47,5	-0,8	46,7
Gains et pertes latents sur instruments de dettes disponibles à la vente	39,9	-16,2	23,7	42,9	-11,8	31,1
Gains et pertes latents des sociétés d'assurances	421,7	-403,4	18,3	460,0	-439,5	20,5
TOTAL	497,7	-424,5	73,2	550,4	-452,1	98,3

3.4 Juste valeur des instruments financiers évalués en juste valeur

3.4.1 Actifs financiers évalués en juste valeur au bilan

(en millions d'euros)	30/06/2017				31/12/2016			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Portefeuille de transaction	4,9	-	-	4,9	4,6	-	-	4,6
Obligations et autres instruments de dettes	0,2	-	-	0,2	1,3	-	-	1,3
Actions et autres instruments de capitaux propres	4,7	-	-	4,7	3,3	-	-	3,3
Autres actifs financiers non dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	1,6	1,6	-	-	3,7	3,7
Obligations et autres instruments de dettes	-	-	1,6	1,6	-	-	3,7	3,7
Actions et autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs distincts pour régimes d'avantages du personnel	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de transaction	-	72,9	-	72,9	-	120,3	-	120,3
Instruments de taux d'intérêt	-	35,5	-	35,5	-	46,5	-	46,5
Instruments de change	-	37,4	-	37,4	-	73,8	-	73,8
Instruments sur actions et indices	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments sur matières premières	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de couverture	-	1 530,9	-	1 530,9	-	1 722,9	-	1 722,9
Instruments de taux d'intérêt	-	1 530,9	-	1 530,9	-	1 722,9	-	1 722,9
Instruments de change	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments sur actions et indices	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	4 749,0	2 215,2	190,1	7 154,3	5 358,5	2 536,8	250,5	8 145,8
Instruments de dettes	3 949,1	2 215,2	-	6 164,3	4 556,5	2 536,8	-	7 093,3
Instruments de capitaux propres	799,9	-	2,2	802,1	802,0	-	9,5	811,5
Titres actions détenus à long terme	-	-	187,9	187,9	-	-	241,0	241,0
TOTAL DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN JUSTE VALEUR A L'ACTIF	4 753,9	3 819,0	191,7	8 764,6	5 363,1	4 380,0	254,2	9 997,3

3.4.2 Passifs financiers évalués en juste valeur au bilan

(en millions d'euros)	30/06/2017				31/12/2016			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Portefeuille de transaction	-	-	-	-	0,7	-	-	0,7
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes sur titres empruntés	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres instruments de dettes vendus à découvert	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres vendus à découvert	-	-	-	-	0,7	-	-	0,7
Autres passifs financiers non dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	1 829,3	-	1 829,3	-	2 435,2	-	2 435,2
Dérivés de transaction	-	65,4	-	65,4	-	108,6	-	108,6
Instruments de taux d'intérêts	-	33,2	-	33,2	-	44,9	-	44,9
Instruments de change	-	32,2	-	32,2	-	63,7	-	63,7
Instruments sur actions et indices	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments sur matières premières	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de couverture	-	555,0	-	555,0	-	711,1	-	711,1
Instruments de taux d'intérêts	-	555,0	-	555,0	-	711,1	-	711,1
Instruments de change	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments sur actions et indices	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN JUSTE VALEUR AU PASSIF	-	2 449,7	-	2 449,7	0,7	3 254,9	-	3 255,6

3.4.3 Tableau de variation des instruments financiers de niveau 3

Actifs financiers évalués en juste valeur au bilan

(en millions d'euros)	Solde au 1 ^{er} janvier 2017	Acquisitions	Cessions / rembourse- ments	Transferts vers Niveau 2	Transferts depuis Niveau 2	Gains et pertes	Différences de change	Variations de périmètre et autres	Solde au 30 juin 2017
Portefeuille de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres instruments de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers non dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	3,7	0,2	-1,0	-	-	-1,3	-	-	1,6
Obligations et autres instruments de dettes	3,7	0,2	-1,0	-	-	-1,3	-	-	1,6
Actions et autres instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs distincts pour régimes d'avantages du personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments sur actions et indices	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments sur matières premières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	250,5	6,4	-52,7	-	-	-12,6	-1,5	-	190,1
Instruments de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	9,5	4,4	-11,7	-	-	-	-	-	2,2
Titres actions détenus à long terme	241,0	2,0	-41,0	-	-	-12,6	-1,5	-	187,9
TOTAL DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN JUSTE VALEUR A L'ACTIF	254,2	6,6	-53,7	-	-	-13,9	-1,5	-	191,7

Passifs financiers évalués en juste valeur au bilan

(en millions d'euros)	Solde au 1 ^{er} janvier 2017	Emissions	Rembour- sements	Transferts vers Niveau 2	Transferts depuis Niveau 2	Gains et pertes	Différences de change	Variations de périmètre et autres	Solde au 30 juin 2017
Portefeuille de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes sur titres empruntés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres instruments de dettes vendus à découvert	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions et autres instruments de capitaux propres vendus à découvert	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres passifs financiers non dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de taux d'intérêts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments sur actions et indices	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments sur matières premières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de couverture	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de taux d'intérêts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments sur actions et indices	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN JUSTE VALEUR AU PASSIF	-	-	-	-	-	-	-	-	-

3.5 Prêts et créances

3.5.1. Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en millions d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Comptes ordinaires	482,9	622,1
Prêts et comptes	7 538,6	5 593,8
Prêts subordonnés et participatifs	99,3	99,3
Titres reçus en pension livrée	1 113,5	888,2
Créances rattachées	18,4	21,4
Prêts et créances sur les établissements de crédit avant dépréciation	9 252,7	7 224,8
Dépréciation sur créances individualisées	-	-
Réévaluation des éléments couverts	-	-
PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	9 252,7	7 224,8

Il faut noter par ailleurs que, sur le total au 30 juin 2017 des créances sur les établissements de crédit, 4 463,3 millions d'euros correspondent à des opérations

avec le Groupe Société Générale (4 167,3 millions d'euros au 31 décembre 2016).

3.5.2. Prêts et créances sur la clientèle

(en millions d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Comptes ordinaires débiteurs	2 321,9	2 069,8
Autres concours à la clientèle	37 316,1	36 003,3
Opération de location-financement	2 271,0	2 239,1
Créances rattachées	75,9	78,7
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts et créances sur la clientèle avant dépréciation ⁽¹⁾	41 984,9	40 390,9
Dépréciation sur créances individualisées	-1 415,0	-1 436,3
Dépréciation sur groupe d'actifs homogènes	-110,2	-109,3
Réévaluation des éléments couverts	-	-
PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	40 459,7	38 845,3

(1) Au 30 juin 2017, le montant des créances individuelles présentant un risque avéré s'élève à 2 737,0 millions d'euros contre 2 775,0 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Le taux de provisionnement des encours douteux et contentieux net des sûretés reçues est de 74,03 %. Les sûretés prises en compte ne comprennent pas les sûretés sur encours de crédit-bail.

Les indemnités de remboursement anticipé perçues au premier semestre 2017 s'élèvent à 19,3 millions d'euros contre 32,1 millions d'euros sur l'exercice 2016.

L'activité de Star Lease, filiale de crédit bail mobilier, se répartit à 50,6 % sur du matériel industriel, 44,6 % sur du matériel de transport, 3,3 % sur du matériel informatique et 1,5 % sur du matériel de bureau.

3.6 Dettes

3.6.1 Dettes envers les établissements de crédit

(en millions d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Comptes ordinaires	234,8	318,5
Dettes au jour le jour	25,0	57,8
Dettes à terme ⁽¹⁾	8 039,5	6 380,5
Dettes rattachées	6,2	8,1
Réévaluation des éléments couverts	3,6	10,7
Titres donnés en pension	564,4	-
TOTAL	8 873,5	6 775,6

(1) Dont 2 milliards d'euros au titre des tirages du TLTRO (Targeted Long Term Refinancing Operation) au 30 juin 2017 contre 1 milliard au 31 décembre 2016.

Il faut noter par ailleurs qu'au 30 juin 2017, sur le total des dettes envers les établissements de crédit, 6 388,54 millions d'euros représentent des opérations

avec le Groupe Société Générale contre 5 312,04 millions d'euros au 31 décembre 2016.

3.6.2 Dettes envers la clientèle

(en millions d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Comptes d'épargne à régime spécial	12 841,9	12 057,0
A vue	10 306,4	9 596,2
A terme	2 535,5	2 460,8
Autres dépôts clientèle à vue ⁽¹⁾	24 006,6	21 801,2
Autres dépôts clientèle à terme ⁽²⁾	4 578,1	5 109,0
Dettes rattachées	83,2	25,1
Réévaluation des éléments couverts	-	-
TOTAL DEPOTS CLIENTELE	41 509,8	38 992,3
Valeurs données en pension à la clientèle	-	-
Titres donnés en pension à la clientèle	753,5	865,7
TOTAL	42 263,3	39 858,0

(1) Ce poste inclut les dépôts relatifs aux gouvernements et administrations centrales.

(2) Dont 11,5 millions d'euros liés aux gouvernements et administrations centrales contre 56,1 millions d'euros en 2016. Ce poste inclut par ailleurs les dépôts de garantie.

3.6.3 Dettes représentées par un titre

(en millions d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Bons de caisse	1,6	1,9
Emprunts obligataires	335,1	335,0
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	7 031,4	6 083,5
Dettes rattachées	4,7	13,8
SOUS-TOTAL	7 372,8	6 434,2
Réévaluation des éléments couverts	-	-
TOTAL	7 372,8	6 434,2
Dont montant des dettes à taux variable	5 900,0	5 312,2

3.7 Produits et charges d'intérêts

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2017			2016			1 ^{er} semestre 2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	17,7	-25,3	-7,6	28,5	-40,5	-12,0	15,8	-21,5	-5,7
Comptes à vue et prêts / emprunts interbancaires	15,6	-25,3	-9,7	28,5	-40,5	-12,0	15,1	-21,5	-6,4
Titres et valeurs reçus / donnés en pension	2,1	-	2,1	-	-	-	0,7	-	0,7
Opérations avec la clientèle	480,8	-63,0	417,8	1 055,5	-128,3	927,2	541,0	-76,9	464,1
Créances commerciales	4,0	-	4,0	9,2	-	9,2	4,8	-	4,8
Autres concours à la clientèle	433,6	-	433,6	958,0	-	958,0	490,9	-	490,9
Comptes ordinaires débiteurs	41,2	-	41,2	85,6	-	85,6	44,1	-	44,1
Comptes d'épargne à régime spécial	-	-43,4	-43,4	-	-85,4	-85,4	-	-55,2	-55,2
Autres dettes envers la clientèle	2,0	-19,6	-17,6	2,7	-42,9	-40,2	1,2	-21,7	-20,5
Titres et valeurs reçus / donnés en pension	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur instruments financiers	225,6	-163,6	62,0	371,1	-252,8	118,3	218,8	-160,9	57,9
Actifs financiers disponibles à la vente	25,2	-	25,2	54,1	-	54,1	27,9	-	27,9
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-9,8	-9,8	-	-34,6	-34,6	-	-19,2	-19,2
Dettes subordonnées et convertibles	-	-4,5	-4,5	-	-14,0	-14,0	-	-8,1	-8,1
Prêts / emprunts de titres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de couverture	200,4	-149,3	51,1	317,0	-204,2	112,8	190,9	-133,6	57,3
Opérations de location financement	28,1	-	28,1	61,9	-	61,9	31,9	-	31,9
Location financement immobilier	9,2	-	9,2	19,0	-	19,0	9,9	-	9,9
Location financement mobilier	18,9	-	18,9	42,9	-	42,9	22,0	-	22,0
TOTAL PRODUITS / CHARGES D'INTERETS	752,2	-251,9	500,3	1 517,0	-421,6	1 095,4	807,5	-259,3	548,2
<i>Dont produits d'intérêts relatifs à des actifs financiers dépréciés</i>	<i>15,8</i>	<i>-</i>	<i>15,8</i>	<i>33,1</i>	<i>-</i>	<i>33,1</i>	<i>16,6</i>	<i>-</i>	<i>16,6</i>

Ces charges d'intérêts intègrent le coût de refinancement des instruments financiers à la juste valeur par résultat, dont les résultats sont classés en gains ou pertes nets sur ces instruments financiers (cf. Note 3.1). Dans la mesure où les charges et produits

présentés dans le compte de résultat sont classés par nature et non par destination, le résultat net des activités sur instruments financiers à la juste valeur par résultat doit être appréhendé globalement.

Détail des produits d'intérêts sur les autres concours à la clientèle

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2017	2016	1 ^{er} semestre 2016
Crédits de trésorerie	79,1	170,1	87,1
Crédits à l'exportation	0,3	0,5	0,3
Crédits à l'équipement	83,3	181,3	92,8
Crédits à l'habitat	243,8	552,9	283,2
Autres crédits à la clientèle	27,1	53,2	27,5
TOTAL	433,6	958,0	490,9

3.8 Dépréciations et provisions

3.8.1 Dépréciations des actifs financiers

Détail des dépréciations d'actifs financiers

(en millions d'euros)	Stock au 31/12/2016	Dotations	Reprises disponibles	Dotations nettes	Reprises utilisées	Autres	Stock au 30/06/2017
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à la clientèle	1 356,4	158,0	-120,6	37,4	-60,2	-	1 333,6
Créances de location financement et assimilées	79,9	32,3	-29,8	2,5	-1,2	0,2	81,4
Groupes d'actifs homogènes	109,4	5,1	-4,3	0,8	-	-	110,2
Actifs disponibles à la vente	6,5	-	-	-	-	-0,1	6,4
Autres	5,1	0,3	-0,6	-0,3	-	-0,3	4,5
TOTAL	1 557,3	195,7	-155,3	40,4	-61,4	-0,2	1 536,1

3.8.2 Provisions

Détail des provisions

(en millions d'euros)	Stock au 31/12/2016	Dotations	Reprises disponibles	Dotations nettes	Reprises utilisées	Autres	Stock au 30/06/2017
Provisions sur engagements hors-bilan avec les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Provisions sur engagements hors-bilan avec la clientèle	25,0	5,8	-7,0	-1,2	-	-	23,8
Provisions pour litiges	12,6	0,7	-0,3	0,4	-0,1	-	12,8
Autres provisions ⁽¹⁾	45,4	0,8	-0,5	0,3	-0,7	-0,6	44,4
TOTAL	83,0	7,3	-7,8	-0,5	-0,8	-0,6	81,0

(1) Ce poste comprend les provisions PEL/CEL qui sont de 25,3 millions d'euros au 30 juin 2017, contre 25,8 millions d'euros au 31 décembre 2016.

3.8.3 Coût du risque

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2017	2016	1 ^{er} semestre 2016
RISQUE DE CONTREPARTIE			
Dotations nettes pour dépréciation	-39,6	-113,9	-52,5
Pertes non couvertes	-9,8	-25,8	-8,1
<i>Sur créances irrécouvrables</i>	-9,1	-23,2	-7,0
<i>Sur autres risques</i>	-0,7	-2,6	-1,1
Récupérations	2,3	4,3	1,8
<i>Sur créances irrécouvrables</i>	2,3	4,3	1,8
<i>Sur autres risques</i>	-	-	-
AUTRES RISQUES			
Dotations nettes aux autres provisions	-0,4	-0,6	-3,6
TOTAL	-47,5	-136,0	-62,4

3.9 Juste valeur des instruments financiers évalués au coût amorti

3.9.1 Actifs financiers évalués au coût amorti

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2017	
	Valeur comptable	Juste valeur
Prêts et créances sur les établissements de crédit	9 252,7	9 252,7
Prêts et créances sur la clientèle	40 459,7	41 393,1
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-
TOTAL ACTIFS FINANCIERS EVALUES AU COUT AMORTI AU BILAN	49 712,4	50 645,8

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2016	
	Valeur comptable	Juste valeur
Prêts et créances sur les établissements de crédit	7 224,8	7 224,8
Prêts et créances sur la clientèle	38 845,3	40 092,3
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-
TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISES AU COUT AMORTI AU BILAN	46 070,1	47 317,1

3.9.2 Passifs financiers évalués au coût amorti

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2017	
	Valeur comptable	Juste valeur
Dettes envers les établissements de crédit	8 873,5	8 873,5
Dettes envers la clientèle	42 263,3	42 381,7
Dettes représentées par un titre	7 372,8	7 376,7
Dettes subordonnées	423,4	423,3
TOTAL PASSIFS FINANCIERS VALORISES AU COUT AMORTI AU BILAN	58 933,0	59 055,2

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2016	
	Valeur comptable	Juste valeur
Dettes envers les établissements de crédit	6 775,6	6 775,6
Dettes envers la clientèle	39 858,0	40 002,0
Dettes représentées par un titre	6 434,2	6 444,7
Dettes subordonnées	423,4	423,3
TOTAL PASSIFS FINANCIERS VALORISES AU COUT AMORTI AU BILAN	53 491,2	53 645,6

NOTE 4 Autres activités

4.1 Produits et charges de commissions

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2017			2016			1 ^{er} semestre 2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	5,3	-	5,3	7,3	-0,2	7,1	3,3	-0,1	3,2
Opérations avec la clientèle	161,9	-	161,9	305,7	-	305,7	153,1	-	153,1
Opérations sur instruments financiers	11,8	-1,7	10,1	17,5	-3,0	14,5	8,2	-1,7	6,5
Opérations sur titres	10,8	-1,6	9,2	15,5	-2,7	12,8	7,3	-1,6	5,7
Opérations sur marchés primaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations de change et sur instruments financiers dérivés	1,0	-0,1	0,9	2,0	-0,3	1,7	0,9	-0,1	0,8
Engagements de financement et de garantie	13,2	-0,4	12,8	25,2	-1,3	23,9	12,4	-0,7	11,7
Prestations de services	295,1	-	295,1	559,4	-	559,4	284,8	-	284,8
Autres	-	-46,8	-46,8	-	-84,1	-84,1	-	-40,2	-40,2
TOTAL	487,3	-48,9	438,4	915,1	-88,6	826,5	461,8	-42,7	419,1

4.2 Produits et charges des autres activités

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2017			2016			1 ^{er} semestre 2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de promotion immobilière	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Activité de location immobilière ⁽¹⁾	1,3	-0,7	0,6	1,5	-1,5	-	0,4	-0,7	-0,3
Activité de location mobilière	0,7	-0,1	0,6	1,3	-0,1	1,2	0,6	-	0,6
Autres activités	7,1	-9,4	-2,3	15,6	-22,8	-7,2	7,2	-8,4	-1,2
TOTAL	9,1	-10,2	-1,1	18,4	-24,4	-6,0	8,2	-9,1	-0,9

(1) Dont loyers sur immeubles de placement : 0,4 millions d'euros au 30 juin 2017, 0,8 millions d'euros au 31 décembre 2016 et 0,4 millions d'euros au 30 juin 2016.

4.3 Autres actifs et autres passifs

4.3.1 Autres actifs

(en millions d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Dépôts de garantie versés ⁽¹⁾	73,0	59,0
Comptes de règlements débiteurs sur opérations sur titres	3,1	2,7
Charges payées ou comptabilisées d'avance	5,1	6,1
Autres débiteurs divers	166,4	127,7
TOTAL BRUT	247,6	195,5
Dépréciation	-0,2	-0,1
TOTAL NET	247,4	195,4

(1) Il s'agit essentiellement de dépôts de garantie versés sur instruments financiers.

4.3.2 Autres passifs

(en millions d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Dépôts de garantie reçus ⁽¹⁾	138,1	201,1
Comptes de règlement créditeurs sur opérations sur titres	19,1	20,9
Autres opérations sur titres	-	-
Charges à payer sur engagements sociaux	123,7	123,4
Produits constatés d'avance	81,4	73,7
Autres créditeurs divers	519,8	472,9
TOTAL	882,1	892,0

(1) Il s'agit essentiellement de dépôts de garantie reçus sur instruments financiers.

NOTE 5 Charges et avantages du personnel

5.1 Frais de personnel

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2017	2016	1 ^{er} semestre 2016
Rémunérations du personnel	-204,6	-413,9	-204,4
Charges sociales et fiscales	-80,5	-153,2	-72,4
Charges de retraite nettes - régimes à cotisations définies	-32,3	-64,4	-32,3
Charges de retraite nettes - régimes à prestations définies	-1,6	-4,1	-1,7
Participation, intéressement, abondement et décôte	-32,4	-65,1	-30,5
TOTAL	-351,4	-700,7	-341,3
<i>Dont charges nettes au titre des plans d'avantages en action</i>	<i>-1,8</i>	<i>-4,2</i>	<i>-2,0</i>

5.2 Détail des provisions sur avantages du personnel

(en millions d'euros)	Stock au 31/12/2016	Dotations	Reprises disponibles	Dotations nettes	Reprises utilisées	Ecarts actuariels	Autres	Stock au 30/06/2017
Provisions sur avantages du personnel	82,0	5,3	-0,3	161,9	-3,9	-14,6	12,5	81,0

5.3 Détail de l'attribution d'action de performance ⁽¹⁾

Plan 2017 d'attribution gratuite d'actions Société Générale ⁽¹⁾

Autorisation des actionnaires	18/05/2016
Décision du Conseil d'Administration	15/03/2017
Nombre d'actions attribuées	70 305
Nombre d'actions restantes au 30/06/2017	70 305
Période d'acquisition des droits	15/03/2017 - 31/03/2020
Conditions de performance	oui ⁽²⁾
Juste valeur (% du cours du titre à l'attribution)	87,4 %
Méthode de valorisation utilisée	Arbitrage

⁽¹⁾ Hors actions attribuées dans le cadre de la politique spécifique de fidélisation et de rémunération des catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence sur le profil de risque du Groupe et définie en conformité avec la Directive européenne CRD4 applicable depuis le 1^{er} janvier 2014 (dite « population régulée »).

⁽²⁾ Pour l'ensemble du Groupe, les conditions sont basées sur l'indicateur de performance suivant : le résultat net part du Groupe (RNPG) du groupe Société Générale.

Plan 2017 d'attribution d'actions de performance Société Générale ⁽¹⁾

Date d'Assemblée	18/05/2016	
Date du Conseil d'administration	15/03/2017	
Nombre total d'actions attribuées	6 552	
Date d'acquisition des actions	29/03/2019 (1 ^{ère} tranche) / 31/03/2021 (1 ^{ère} tranche) / 31/03/2020 (2 ^{ème} tranche) / 31/03/2023 (2 ^{ème} tranche)	31/03/2022
Date de fin de période de conservation	30/09/2019 / 02/10/2020 / 01/04/2022 / 01/04/2024	02/10/2022
Conditions de performance ⁽²⁾	oui / oui	oui
Juste valeur (en EUR) ⁽³⁾	42,17 (1 ^{ère} tranche) / 40,33 (2 ^{ème} tranche) / 27,22 (1 ^{ère} tranche) / 26,34 (2 ^{ème} tranche)	43,75

⁽¹⁾ Au titre du plan annuel d'intéressement à long terme des collaborateurs et des attributions dans le cadre de la politique spécifique de fidélisation et de rémunération des populations régulées au sens de la réglementation bancaire (y compris mandataires sociaux et membres du Comité exécutif).

⁽²⁾ Les conditions de performance applicables sont décrites dans le chapitre sur le Gouvernement d'entreprise, Plans d'attribution d'actions aux salariés

⁽³⁾ La méthode de valorisation utilisée pour le calcul de la juste valeur est l'arbitrage.

NOTE 6 Impôts

6.1 Détail de la charge d'impôt

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2017	2016	1 ^{er} semestre 2016
Charge fiscale courante	-109,7	-192,7	-123,5
Charge fiscale différée	-3,1	26,8	5,2
TOTAL DE LA CHARGE D'IMPOT	-112,8	-165,9	-118,3

Réconciliation entre le taux d'impôt normatif du Groupe et le taux d'impôt effectif

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2017	2016	1 ^{er} semestre 2016
Résultat avant impôts et hors résultat des sociétés mises en équivalence	317,7	637,7	430,2
Taux normal d'imposition applicable aux sociétés françaises (incluant la contribution de 3,3 %)	34,43 %	34,43 %	34,43 %
Différences permanentes ⁽¹⁾	6,03 %	0,31 %	5,87 %
Différentiel sur titres exonérés ou imposés à taux réduit ⁽²⁾	-4,92 %	-8,58 %	-12,64 %
Différentiel de taux d'imposition sur les profits taxés à l'étranger	-0,03 %	-0,04 %	-0,01 %
Effet de pertes de l'exercice non déductibles et de l'utilisation des reports déficitaires	-	-0,10 %	-0,15 %
TAUX EFFECTIF GROUPE	35,51 %	26,02 %	27,50 %

(1) Dont -3,25 % en 2016 relatifs au changement du taux d'impôt différé de 34,43 % à 28,92 %.

(2) Dont -5,96 % relatifs à la plus-value de cession des titres VISA en 2016.

6.2 Provisions fiscales

(en millions d'euros)	Stock au 31/12/2016	Dotations	Reprises disponibles	Dotations nettes	Reprises utilisées	Autres	Stock au 30/06/2017
Provisions fiscales	-	-	-	-	-	-	-

NOTE 7 Autres informations

7.1 Autres frais administratifs

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2017	2016	1 ^{er} semestre 2016
Loyers	-19,6	-40,7	-19,9
Impôt et taxes	-33,0	-46,7	-28,9
Informatique et télécom (hors loyers)	10,1	13,0	1,9
Honoraires et recours externes (hors informatiques et telecom)	-47,9	-88,2	-40,2
Autres	-161,9	-297,4	-143,8
TOTAL	-252,3	-460,0	-230,9

Contribution aux mécanismes de résolution bancaire

Au 1^{er} semestre 2017, la contribution du Groupe au Fonds de Résolution Unique (FRU) a été effectuée :

- pour 85 %, sous la forme d'une cotisation en espèces d'un montant de 9,4 millions d'euros (7,5 millions d'euros en 2016), non déductible fiscalement en France et comptabilisée dans le compte de résultat dans les « Autres frais administratifs » sur la ligne « Impôts et taxes » ;
- pour 15 %, sous la forme d'un engagement de paiement irrévocable sécurisé par le versement d'un dépôt de garantie en espèces pour un montant de 1,7 millions d'euros (1,3 millions d'euros en 2016), comptabilisé à l'actif du bilan parmi les « Autres actifs ».

7.2 Provisions

Détail des provisions

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2017	31/12/2016
Provisions sur instruments financiers et litiges (cf. Note 3.8)	81,1	83,0
Provisions sur avantages du personnel (cf. Note 5.2)	81,0	82,0
Provisions fiscales (cf. Note 6)	-	-
TOTAL	162,1	165,0

5. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2017

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code Monétaire et Financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés du Crédit du Nord, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 28 août 2017

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES
José-Luis GARCIA

ERNST & YOUNG et Autres
Vincent ROTY

6 Risques et adéquation des Fonds Propres

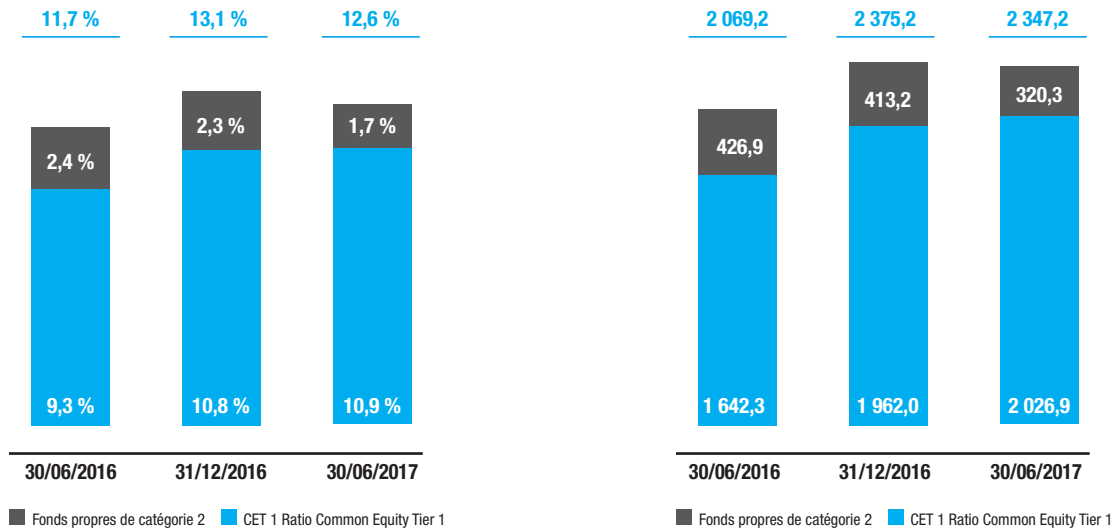
1. Chiffres clés	64
2. Gestion du capital et adéquation des fonds propres	66
2.1 Fonds Propres - actualisation des pages 217 à 218 du Document de Référence et rapport financier annuel 2016	66
2.2 Exigences en Fonds Propres - actualisation de la page 218 du Document de Référence et rapport financier annuel 2016	67
2.3 Capital - actualisation de la page 219 du Document de Référence et rapport financier annuel 2016	68
2.4 Ratio de Levier - actualisation de la page 220 du Document de Référence et rapport financier annuel 2016	68
3. Les risques de marché	69
3.1 Valeur en Risque <i>Trading (Var)</i> : ventilation par facteur de risque - actualisation de la page 236 du Document de Référence et rapport financier annuel 2016	69
3.2 Exigences en Fonds propres et encours pondérés au titre du risque de marché - actualisation de la page 239 du Document de Référence et rapport financier annuel 2016	69
4. Les risques opérationnels	70
4.1 Exigences en Fonds Propres et encours pondérés au titre des risques opérationnels - actualisation de la page 244 du Document de Référence et rapport financier annuel 2016	70
5. Le risque de liquidité	71
5.1 Publication d'informations sur les charges pesant sur les actifs - actualisation de la page 252 du Document de Référence et rapport financier annuel 2016	71

Ce chapitre inclut les informations sur la gestion des risques associés aux instruments financiers, ainsi que les informations sur la gestion du capital et le respect des ratios réglementaires requises par le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne.

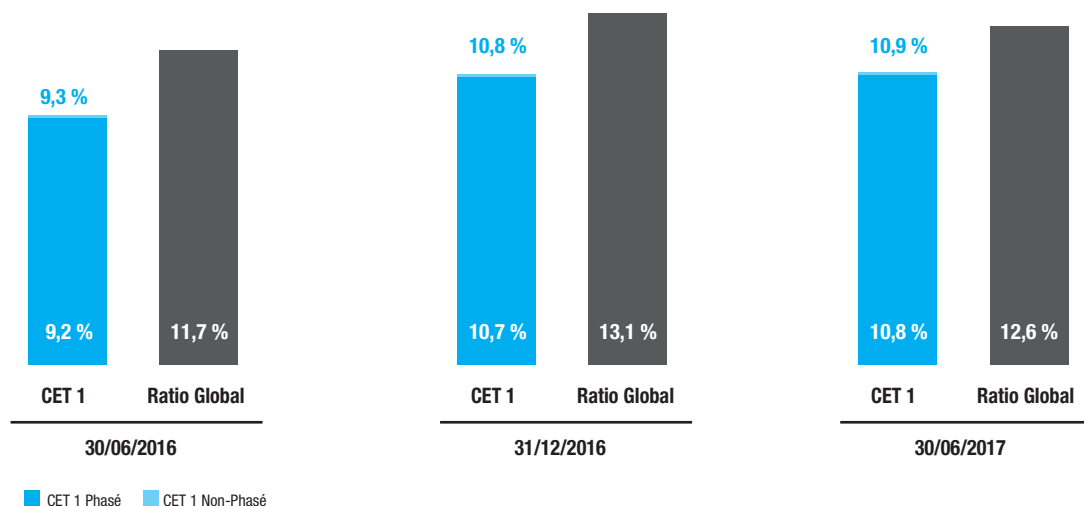
1. Chiffres clés

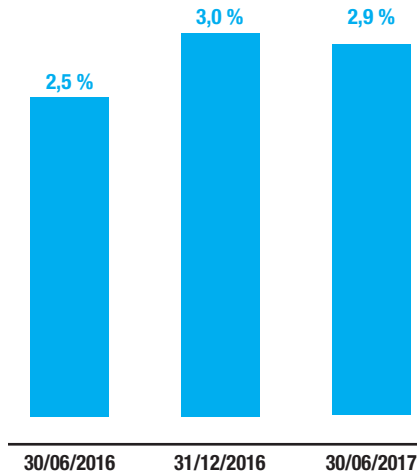
Ratio global de solvabilité

(en % et montants en millions d'euros)

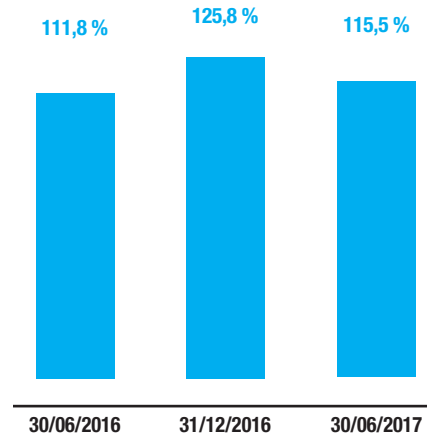


CET1 et ratio globalphasé et nonphasé



Ratio de levier ⁽¹⁾

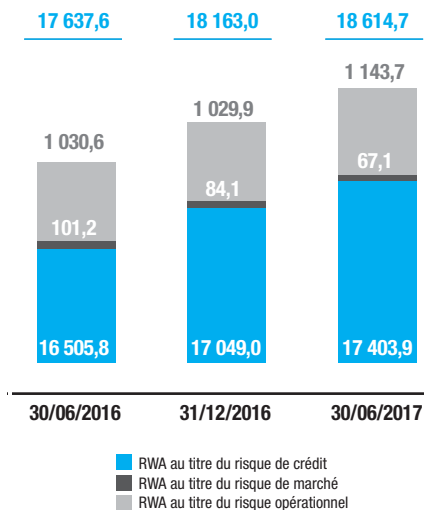
Ratio de liquidité à un mois (liquidity coverage ratio – lcr)



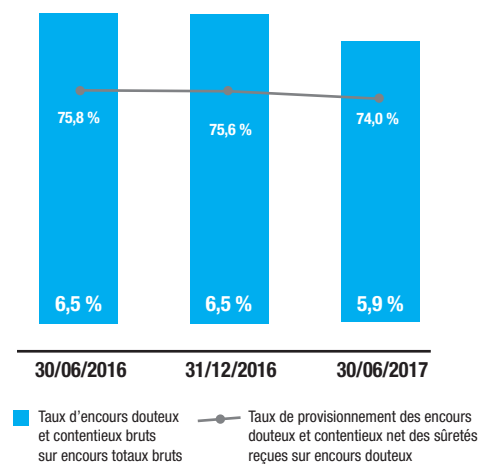
(1) Ratio non phasé sur la base des règles CRR adoptées par la Commission européenne en octobre 2014 (acte délégué).

Encours pondérés par les risques

(Risk Weighted Assets - RWA, Fin de période, en millions d'euros)



Encours en défaut



2. Gestion du capital et adéquation des fonds propres

2.1 Fonds Propres - actualisation des pages 217 à 218 du Document de Référence et rapport financier annuel 2016

COMPOSITION DE L'EXIGENCE MINIMUM PRUDENTIELLE DE CAPITAL POUR CREDIT DU NORD AU 01 JANVIER 2017- RATIO NON PHASE

(en %)	01/01/2017
Exigence minimum au titre du Pilier 1	4,5 %
Exigence minimum au titre du <i>Pillar 2</i> requirement (P2R)	1,0 %
Exigence minimum au titre du coussin de conservation	2,5 %
Exigence minimum au titre du coussin systémique	-
Exigence au titre du coussin contra-cyclique	-
EXIGENCE MINIMUM DU RATIO CET1	8,0 %

FONDS PROPRES PRUDENTIELS ET RATIOS DE SOLVABILITE CRR/CRD4 NON PHASES

(en millions d'euros)	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
Capitaux propres part du Groupe	3 142,1	3 098,1	2 920,3
Titres super subordonnés (TSS)	-	-	-
Titres subordonnés à durée indéterminée (TSDI)	-	-	-
Capitaux propres consolidés, part du Groupe, net des TSS et TSDI	3 142,1	3 098,1	2 920,3
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-
Immobilisations incorporelles	-177,3	-168,0	-154,7
Écarts d'acquisitions	-508,0	-508,0	-508,0
Dividendes proposés à l'AG et coupons à verser sur TSS et TSDI	-125,0	-170,0	-327,8
Déductions et retraitements prudentiels	-304,9	-290,1	-287,5
TOTAL DES FONDS PROPRES COMMON EQUITY TIER 1	2 026,9	1 962,0	1 642,3
Autres fonds propres additionnels de catégorie 1	-	-	-
Déductions Tiers One	-	-	-
TOTAL DES FONDS PROPRES TIER 1	2 026,9	1 962,0	1 642,3
Instruments Tier 2	279,6	375,3	383,9
Autres fonds propres additionnels de catégorie 2	40,7	37,9	43,0
Déductions Tier 2	-	-	-
FONDS PROPRES GLOBAUX	2 347,2	2 375,2	2 069,2
TOTAL DES ENCOURS PONDERES	18 614,7	18 163,0	17 637,6
Encours pondérés au titre du risque de crédit	17 403,9	17 049,0	16 505,8
Encours pondérés au titre du risque de marché	67,1	84,1	101,2
Encours pondérés au titre du risque opérationnel	1 143,7	1 029,9	1 030,6
RATIOS DE SOLVABILITE			
Ratio <i>Common Equity Tier 1</i>	10,9 %	10,8 %	9,3 %
Ratio Tier 1	10,9 %	10,8 %	9,3 %
Ratio global	12,6 %	13,1 %	11,7 %

Le ratio de solvabilité CRR/CRD4 phasé s'établit au 30 juin 2017 à 10,8 % en *Common Equity Tier 1* (10,7 % au 31 décembre 2016), 10,8 % en Tier 1 (10,7 % au 31 décembre 2016) pour un ratio global de 12,5 % (12,8 % au 31 décembre 2016).

Les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à fin juin 2017 à 3 142,1 millions d'euros (à comparer à 3 098,1 millions d'euros au 31 décembre 2016).

Après prise en compte des retraitements pruden­tiels, les fonds propres pruden­tiels CET 1 s'élèvent à 2 026,9 millions d'euros au 30 juin 2017, contre 1 962,0 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Le tableau ci-après présente les principaux éléments contribuant à cette variation.

DEDUCTIONS ET RETRAITEMENTS PRUDEN­TIELS AU TITRE DE CRR/CRD4

(en millions d'euros)	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
IFRS 2 net d'ID	-79,1	-76,9	-76,0
AVA	-6,9	-8,3	-7,5
Déduction TIFI	-121,5	-112,7	-130,1
Neutralisation de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre et de la DVA	11,1	14,0	10,9
Autres	-108,5	-106,2	-84,8
TOTAL DES DEDUCTIONS ET RETRAITEMENTS PRUDEN­TIELS CRR/CRD4	-304,9	-290,1	-287,5

2.2 Exigences en Fonds Propres - actualisation de la page 218 du Document de Référence et rapport financier annuel 2016

EXIGENCES EN FONDS PROPRES ET ENCOURS PONDERES DU GROUPE

(en millions d'euros)	RWA			Exigences minimums en fonds propres		
	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
Risque de crédit (hors risque de contrepartie - CRR)	17 289,4	16 982,8	16 411,0	1 383,1	1 358,6	1 312,9
dont approche standard (SA)	2 556,7	2 547,1	2 555,9	204,5	203,8	204,5
dont approche fondée sur les notations internes - Fondations (FIRB)	1 202,7	1 104,1	1 122,3	96,2	88,3	89,8
dont approche fondée sur les notations internes - Avancée (FIRA)	13 530,0	13 331,6	12 732,8	1 082,4	1 066,5	1 018,6
Risque de contrepartie	114,5	66,2	94,8	9,2	5,3	7,6
Contribution aux fonds de garantie CCP	-	-	-	-	-	-
Risque de règlement	-	-	-	-	-	-
Positions de titrisation détenues dans le portefeuille bancaire	-	-	-	-	-	-
dont approche interne RBA	-	-	-	-	-	-
dont approche interne <i>Supervisory Formula Approach</i> (SFA)	-	-	-	-	-	-
dont approche <i>Internal Assetment Approach</i> (IAA)	-	-	-	-	-	-
dont approche Standard	-	-	-	-	-	-
Risque de marché	67,1	84,1	101,2	5,3	6,7	8,1
dont approche standard (SA)	0,3	0,8	0,4	-	0,1	-
dont CVA	66,8	83,3	100,8	5,3	6,6	8,1
dont approche fondée sur la méthode des modèles internes (IMA)	-	-	-	-	-	-
Risque opérationnel	1 143,7	1 029,9	1 030,6	91,5	82,4	82,4
dont approche élémentaire (BIA)	-	-	-	-	-	-
dont approche standard (STA) / approche standard alternatives (ASA)	-	-	-	-	-	-
dont approche par mesure avancée (AMA)	1 143,7	1 029,9	1 030,6	91,5	82,4	82,4
Ajustement du plancher	-	-	-	-	-	-
TOTAUX	18 614,7	18 163,0	17 637,6	1 489,1	1 453,0	1 411,0

Evolution des encours pondérés et des exigences des fonds propres

Le tableau qui suit présente la ventilation des actifs pondérés du Groupe par pilier (non phasés).

VENTILATION DES ENCOURS PONDERES (RWA) PAR TYPE DE RISQUE

(en millions d'euros)	Crédit	Marché	Opérationnel	Total 30/06/2017	Total 31/12/2016	Total 30/06/2016
Banque de détail en France	17 403,9	67,1	1 143,7	18 614,7	18 163,0	17 637,6

Au 30 juin 2017, la ventilation des encours pondérés de 18 614,7 millions d'euros s'analyse comme suit :

- les risques de crédit représentent 93,5 % des encours pondérés au 30 juin 2017 ;
- les risques de marché représentent 0,4 % des encours pondérés au 30 juin 2017 ;
- les risques opérationnels représentent 6,1 % des encours pondérés au 30 juin 2017.

2.3 Capital - actualisation de la page 219 du Document de Référence et rapport financier annuel 2016

Au 30 juin 2017, le ratio *Common Equity Tier 1* du Groupe est de 10,9 % en non phasé et 10,8 % en phasé.

Au 30 juin 2017, les encours pondérés du Groupe sont en progression de 2,5 % à 18 614,7 millions d'euros contre 18 163 millions d'euros à fin décembre 2016.

2.4 Ratio de Levier - actualisation de la page 220 du Document de Référence et rapport financier annuel 2016

Le Groupe Crédit du Nord calcule son effet de levier selon le référentiel du ratio de levier tel que défini par le Comité de Bâle en janvier 2014. Ces règles ont été transposées dans la réglementation européenne (CRR modifié par l'acte délégué du 10 octobre 2014).

Le pilotage du ratio de levier vise à la fois à calibrer le montant de fonds propres « Tier 1 » (numérateur du ratio) et à encadrer l'exposition levier du Groupe (dénominateur du ratio).

Le niveau minimum évoqué par les recommandations du comité de Bâle est de 3 %.

Le ratio de levier est en phase d'observation pour déterminer les exigences minimales. Lorsqu'elles seront fixées, l'objectif du Groupe sera ajusté tant que de besoin. Au 30 juin 2017, le ratio de levier du Groupe Crédit du Nord s'établissait à 2,9 %.

SYNTHESE DU RATIO DE LEVIER ET PASSAGE DU BILAN COMPTABLE SUR PERIMETRE PRUDENTIEL A L'EXPOSITION LEVIER

(en millions d'euros)	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
Fonds Propres Tier 1	2 026,9	1 962,0	1 642,3
Total bilan prudentiel actif	64 154,3	59 886,5	58 771,3
Ajustements au titre des actifs fiduciaires inscrits au bilan mais exclus de l'exposition de levier	-	-	-
Ajustements au titre des expositions sur dérivés	1 293,5	1 330,2	2 668,9
Ajustements au titre des opérations de financement sur titres	-	-	-
Exposition hors bilan (engagements de financement et garanties financières)	5 673,9	5 695,4	5 469,4
Ajustements techniques et réglementaires (déductions prudentielles Fonds Propres Tier 1)	-911,1	-889,1	-793,2
Exposition Levier	70 210,6	66 023,0	66 116,3
Ratio de levier CRR non phasé	2,9 %	3,0 %	2,5 %

3. Les risques de marché

3.1 Valeur en Risque *Trading* (Var) : ventilation par facteur de risque - actualisation de la page 236 du Document de Référence et rapport financier annuel 2016

1 Jour – 99 %

	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
(en milliers d'euros)	VaR (1 jour, 99 %)	VaR (1 jour, 99 %)	VaR (1 jour, 99 %)
Début de période	-56,8	-222,8	-222,8
Maximum	-113,4	-561,7	-561,7
Moyenne	-79,2	-96,4	-133,1
Minimum	-50,0	-32,4	-74,9
Fin de période	-59,7	-57,0	-77,0

3.2 Exigences en Fonds propres et encours pondérés au titre du risque de marché - actualisation de la page 239 du Document de Référence et rapport financier annuel 2016

	30/06/2017		31/12/2016		30/06/2016	
(en millions d'euros)	Encours pondérés	Exigences en Fonds Propres	Encours pondérés	Exigences en Fonds Propres	Encours pondérés	Exigences en Fonds Propres
Risque de change	-	-	-	-	-	-
Risque de crédit	66,8	5,3	83,3	6,6	100,8	8,1
Risque de taux d'intérêt	0,3	-	0,8	0,1	0,4	-
TOTAL	67,1	5,3	84,1	6,7	101,2	8,1

4. Les risques opérationnels

4.1 Exigences en Fonds Propres et encours pondérés au titre des risques opérationnels - actualisation de la page 244 du Document de Référence et rapport financier annuel 2016

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2017		31/12/2016		30/06/2016	
	Encours Pondérés en modèle interne (AMA)	Exigences en Fonds Propres	Encours Pondérés en modèle interne (AMA)	Exigences en Fonds Propres	Encours Pondérés en modèle interne (AMA)	Exigences en Fonds Propres
Banque de Détail en France	1 143,7	91,5	1 029,9	82,4	1 030,6	82,4
TOTAL	1 143,7	91,5	1 029,9	82,4	1 030,6	82,4

5. Le risque de liquidité

5.1 Publication d'informations sur les charges pesant sur les actifs - actualisation de la page 252 du Document de Référence et rapport financier annuel 2016

Modèle A - Actifs

		30/06/2017			
		Valeur comptable des actifs grevés	Juste valeur des actifs grevés	Valeur comptable des actifs non grevés	Juste valeur des actifs non grevés
Au 30/06/2017		010	040	060	090
010	Actifs de l'établissement déclarant	7 609,0		59 591,6	
030	Instruments de capitaux	-	-	994,7	994,7
040	Titres de créances	1 939,9	1 939,9	4 226,3	4 226,3
120	Autres actifs	-		3 873,1	

Modèle B - Garanties reçues

		30/06/2017	
		Juste valeur de la garantie reçue grevée ou des titres de créance propres émis grevés	Juste valeur de la garantie reçue ou des titres de créance propres émis disponibles pour être grevés
		010	040
130	Garanties reçues par l'institution concernée	687,2	547,8
150	Instruments de capitaux	-	-
160	Titres de créances	687,2	547,8
230	Autres garanties reçues	-	-
240	Titres de créance propres émis, autres que des obligations garanties propres ou des titres propres adossés à des actifs	-	-

Modèle C - Actifs grevés / garantie reçue et passifs associés

		30/06/2017	
		Passifs correspondants, passifs éventuels ou titres prêtés	Actifs, garanties reçues et titres de créance propres émis, autres que des obligations garanties et des titres adossés à des actifs grevés
		010	030
010	Valeur comptable des passifs financiers sélectionnés	7 215,6	8 296,3

Modèle D - Informations sur l'importance des charges pesant sur les actifs

Les actifs grevés sont en majorité des créances. L'utilisation de créances (crédits aux entreprises et aux particuliers) et également de titres remis en garantie dans le cadre d'opérations de refinancement constitue pour le Groupe une source additionnelle d'apport en liquidité en complément des dépôts et des ressources

de marché majoritairement obtenues sur les marchés via des émissions non collatéralisées. Leur mobilisation peut intervenir dans le cadre de financements sécurisés tant de place ou internationaux, dans le cadre de la politique monétaire de la BCE (TLTRO) ou via des covered bonds (SG SFH).

7

Tables de concordance

1. Table de concordance de l'actualisation

Rubriques	N° de page du Document de référence	N° de page de l'actualisation
1. Personnes responsables	300	4
2. Contrôleurs légaux des comptes	300	5
3. Informations financières sélectionnées		
3.1. Informations financières historiques sélectionnées pour l'émetteur, pour chaque exercice	6-7	-
3.2. Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	NA*	11-12
4. Facteurs de risque	28 à 35 ; 209 à 254 ; 259-260	63 à 71
5. Informations concernant l'émetteur		
5.1. Histoire et évolution de la Société	256	9
5.2. Investissements	25 ; 126-127	-
6. Aperçu des activités		
6.1. Principales activités	15 à 19	15 à 20
6.2. Principaux marchés	91	-
6.3. Evénements exceptionnels	NA*	-
6.4. Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers, ou de nouveaux procédés de fabrication	259	-
6.5. Eléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	NA*	-
7. Organigramme		
7.1. Description sommaire du Groupe	11	9
7.2. Liste des filiales importantes	11 ; 64-67 ; 129-130 ; 183-184	9 ; 42
8. Propriétés immobilières, usines, équipements		
8.1. Immobilisations corporelles importantes existantes ou planifiées	126-127	-
8.2. Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	261-296	-

* NA : Non applicable

Rubriques	N° de page du Document de référence	N° de page de l'actualisation
9. Examen de la situation financière et du résultat		
9.1. Situation financière	20 à 24	20 à 24
9.2. Résultat d'exploitation	20 à 24	20 à 24
10. Trésorerie et capitaux		
10.1. Informations sur les capitaux de l'émetteur	42 à 47	26 à 31
10.2. Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur	48	32
10.3. Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur	89-90 ; 92 ; 93	51 ; 52
10.4. Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sur les opérations de l'émetteur	NA*	-
10.5. Informations concernant les sources de financement attendues nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2 et 8.1	NA*	-
11. Recherche et développement, brevets et licences	NA*	-
12. Informations sur les tendances	25	25
13. Prévisions ou estimations du bénéfice	NA*	-
14. Organes d'administration, de direction et de surveillance et Direction Générale		
14.1. Conseil d'Administration et Direction Générale	4	6
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la Direction Générale	185 à 189	-
15. Rémunérations et avantages		
15.1. Montant de la rémunération versée et avantages en nature	190 à 199	-
15.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	112-113	58
16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction		
16.1. Date d'expiration des mandats actuels	4 ; 185 à 187	6
16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration	NA*	-
16.3. Informations sur le comité d'audit et le comité de rémunération de l'émetteur	4 ; 26-27 ; 190 à 192 ; 195	8
16.4. Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme, ou non, au régime de gouvernement d'entreprise	27	-

* NA : Non applicable

Rubriques	N° de page du Document de référence	N° de page de l'actualisation
17. Salariés		
17.1. Nombre de salariés	21 ; 170 ; 262-264	22
17.2. Participations et stock-options des administrateurs	194 à 199	-
17.3. Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	258	-
18. Principaux actionnaires		
18.1. Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote	258	-
18.2. Droits de vote différents des actionnaires sus visés	258	-
18.3. Contrôle de l'émetteur	258	-
18.4. Accord connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	NA*	-
	112-113 ; 129-130 ; 202 à 204	-
19. Opérations avec des apparentés		
20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
20.1. Informations financières historiques	42 à 133 ; 140 à 184	-
20.2. Informations financières pro forma	NA*	-
20.3. Etats financiers	42 à 133 ; 140 à 184	-
20.4. Vérification des informations financières historiques annuelles	134-135 ; 200-201	-
20.5. Date des dernières informations financières	42 ; 140	26
20.6. Informations financières intermédiaires	NA*	26 à 60
20.7. Politique de distribution des dividendes	258	30-31
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	259	-
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	NA*	-
21. Informations complémentaires		
21.1. Capital social	256 ; 258	-
21.2. Acte constitutif et statuts	256-257	-
22. Contrats importants	NA*	-
23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	NA*	-
24. Documents accessibles au public	257	-
25. Informations sur les participations	11 ; 64-67 ; 129-130 ; 183 à 184	9 ; 42

* NA : Non applicable

2. Table de concordance du rapport financier semestriel

En application de l'article 212-13 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, la présente actualisation comprend les informations du rapport financier semestriel mentionné à l'article L. 451-1-2 du Code Monétaire et Financier et à l'article 222-4 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers :

Rapport financier semestriel	N° de page
Etats financiers au 30 juin 2017	26 à 60
Rapport semestriel d'activité	11 à 25
- Evènements importants survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice et leur incidence sur les comptes semestriels	-
- Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice	-
- Principales transactions intervenues entre parties liées	-
Attestation du Responsable du document	4
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière du 1^{er} semestre de l'exercice 2017	61

Document de Référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 19 avril 2017 sous le n° D. 17-0395.



La présente actualisation du Document de Référence a été déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 29 août 2017 sous le numéro D.17-0395-A01. Elle pourra être utilisée à l'appui d'une opération financière si elle est complétée par une note d'information visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de son signataire.

Banque
Courtois 

Banque
Kolb 

Banque
Laydernier 

Banque
Nuger 

Banque
Rhône-Alpes 

Banque
Tarneaud 

Société
Marseillaise de Crédit 

Crédit
du Nord 